

peuple & culture

la lettre

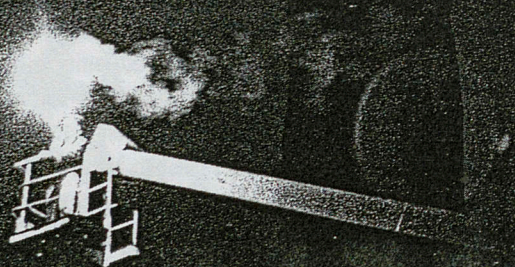
EXTRAITS
DES TRAVAUX DE
L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 99

DOSSIER

militer sans doute,
s'engager peut-être,
s'associer assurément

Les hommes et les femmes qui se sont engagés ont
toujours précédé la cause pour laquelle ils
s'engageaient. Le militantisme précède l'engagement.

l'engagement



démocratisation
ou démocratie
culturelle :
un voyage à
organiser

En introduisant un débat sur
l'opposition entre
démocratisation et démocratie
culturelle, Cécil Guitart nous
invite à un positionnement
politique et social qui dépasse
la seule question, réductrice,
de l'adéquation entre l'offre et
la demande culturelles.

Les figures de l'engagement
Extraits de la table ronde :
de l'engagement contre ou pour à la rénovation de
l'engagement de l'éducation populaire

DOSSIER*

L'engagement
extraits des travaux de l'Université d'été 1999

Toujours plus de participation individuelle
pour plus de participation collective 3-4

Charles Piaget

Militer sans doute, s'engager peut-être,
s'associer assurément. 5-7

Jean-Pierre Rioux

S'engager contre, s'engager pour 8

Joseph Rovani

Changer la société 9

Jean Gondonneau

Fonctionnaires et militants, un exercice
de citoyenneté 10

Claude Rouot

Construire le conflit, interroger les politiques
publiques 11

Franck Lepage

Les risques du métier 12

Vincent Espagne

Engagement, engagements, est-ce que j'ai
une gueule d'engagement !!! 13

Ché Débarras

REFLETS

Démocratisation ou démocratie culturelle :
un voyage à organiser 14-17

Cécil Guitart

Brèves 18

* Les textes qui constituent ce dossier sont des résumés réalisés à partir de la retranscription orale des propos tenus par certains intervenants de l'Université d'été 1999.

Vous pourrez retrouver l'intégralité de ces interventions,

ainsi que celles de Caroline Brossat, Etienne Canale et Marc Pataut, sur le site de Peuple et Culture : www.peuple-et-culture.org.

Coordinatrices du dossier : Catherine Bachellier et Catherine Beaumont.

Toujours plus de participation individuelle pour plus de participation collective

Récit d'un engagement syndical, celui de Charles Piaget*, qui a travaillé chez Lip de 1946 à 1983.

Entre chez Lip en 1946 comme "faiseur d'estampes", je découvre une entreprise "paternaliste et moderne". Le patron, Fred Lip, a des méthodes de travail modernes : un journal d'entreprise, 1 heure et demie de sport par semaine pour les ouvriers, une communication aux employés tous les vendredis soir au moyen d'un haut-parleur. Dès 1949, mes désillusions commencent avec la menace, non confirmée, du licenciement du groupe de jeunes revenus de l'armée, dont je fais partie. Contre l'individualisme des anciens, qui protègent leur situation et leurs salaires en cachant leurs méthodes de travail, une solidarité s'organise entre les jeunes : on s'informe les uns les autres sur les difficultés rencontrées et la manière de les résoudre. En 1954, je suis élu délégué du personnel, sans l'avoir vraiment voulu. C'est ainsi que je découvre l'usine (il est, sinon, interdit de se déplacer). Je vais de surprise en surprise. Dans un atelier d'horlogerie, c'est le silence total, tout le monde est assis, en ligne, le dos courbé sur l'établi. Le chef est sur une estrade, il domine tout l'atelier. Dans l'atelier de fabrication, ce sont majoritairement des femmes, elles travaillent dans un brouillard d'huile, dans les copeaux, le bruit, les cadences sont terribles (8000 fois le même geste dans la journée) et les chefs à poigne. L'atelier des presses c'est encore pire, un bruit infernal, des risques continuels pour les mains. Autre découverte : les manœuvres d'intimidation du patron. En réunion, Fred Lip s'en prend à un délégué CGT avec une violence verbale inouïe. Nous sommes tous terrorisés, muets. Tous les moyens sont bons pour dissuader, individuellement, les salariés de faire grève (attente d'un prêt, d'une augmentation, d'une promotion, etc.). Nous apprendrons plus tard que la liste de ceux qui font grève fait chaque fois

l'objet d'un examen attentif par la direction.

Un jour dans la cour de l'usine, je rencontre un militant : il veut plus de justice, d'égalité, il veut lutter pour changer la société. Tous ces faits, et bien d'autres, m'ont convaincu. Il faut agir, il y a des injustices inacceptables, mais pour cela il faut changer nos façons de faire.

10 ans d'effort pour bâtir une force collective démocratique

La peur domine tout, il faut crédibiliser la force collective des travailleurs pour réduire cette peur, et ce sera long.

Pour cela, il convient :

- de connaître les problèmes à fond : nous devons nous former, nous informer ;
- d'informer les salariés par des tracts courts, bien documentés et qui parlent du vécu de tous les jours à LIP ;
- d'écouter les salariés, donc aller vers eux régulièrement, susciter des débats ;
- de redonner confiance aux travailleurs dans ce qui est collectif ;
- de constituer une équipe syndicale représentative de tous les secteurs de l'usine et des personnes sérieuses, estimées, irréprochables professionnellement. C'est indispensable pour la crédibilité de l'équipe ;
- de responsabiliser les gens, que chacun se sente moteur du changement ;
- de rechercher constamment l'unité avec la CGT, l'unité entre les collègues et entre les secteurs de l'usine. Balayer les divisions artificielles mises en place par le patronat.

1968 a été une accélération dans la mise en place d'une force collective, démocratique et consciente. Le lent travail syndical paye. En 1968, la peur a diminué, la crédibilité de l'action collective s'est renforcée. A la CFDT mais aussi à la CGT, nous sommes prêts.

La décision de faire grève sera le résultat

* Charles Piaget a été syndiqué CFDT dès 1949 puis CFDT, délégué du personnel en 1954, délégué du Comité d'Entreprise, délégué syndical, il a enchaîné des mandats, en continu, jusqu'en 1979. Puis il a été membre de la coopérative montée par les "Lip" de 1980 à 1983. A la retraite depuis 1988, il milite à A.C. (Agir ensemble contre le chômage) depuis sa création en 1993. Il a participé au conflit Lip en 1973-1974, une année suivie d'un autre conflit de 1976 à 1980 soit plus de 5 années de conflit. Le texte ci-contre est un extrait de son intervention publié sous réserve d'éventuelles remarques de son auteur.

●●● d'un vote démocratique, sans intimidation, dans le respect des minorités. Le résultat, c'est bien sûr les 10 % d'augmentation de salaire, le nouveau SMIG mais, surtout, le panneau d'affichage libre pour les syndicats, l'heure trimestrielle d'information et aussi des tabous qui ont sauté :

- l'occupation de l'usine ;
- la possibilité de se connaître entre les secteurs (des visites d'usine sont organisées) ;
- l'utilisation du matériel de l'usine pour la lutte ;
- la circulation dans le secteur de la direction pour veiller à l'application des accords de présence réciproques.

De nombreux petits conflits ont lieu après Mai 68. Les "Lip" n'acceptent plus certains règlements d'ateliers ou de bureaux. Nous décidons d'en profiter pour faire une formation syndicale sur le tas.

En 1970, on commence à parler aux A.G. plus ouvertement de tout ce qui bloque l'engagement collectif, des tabous, de nos peurs et de la manière de les combattre : peur de prendre la parole, de la direction, du bâtiment directorial, des manifs en ville, etc.

En 1970, Fred Lip décide de frapper : il annonce une réorganisation du secteur mécanique, dont la suppression de tout un atelier, avec une trentaine de licenciements, dans le but inavoué d'atteindre trois personnes, trois délégués CFDT influents. Mais la lutte s'organise. Fred Lip agit sans avoir consulté le C.E., sans attendre son avis comme le stipule la nouvelle loi.

Nous devenons les gardiens de la loi, nous affichons partout le texte et nous empêchons le déménagement des machines. Chaque atelier ou bureau dénonce, par affiche, le véritable but de l'opération et sa solidarité active avec l'atelier concerné. Fred Lip perd la majorité au Conseil d'administration.

La grande lutte

En 1973, une multinationale suisse achète Lip, avec la perspective de laisser dépérir certains secteurs. La lutte s'avère difficile, le géant suisse est inaccessible.

Mais nous refusons de nous incliner, nous refusons la fatalité. Seulement, nous ne pouvons gagner que si chaque "Lip" devient un militant et s'engage dans cette lutte avec toutes ses forces.

Pour vaincre, le syndicat devra renoncer à tout contrôler sous peine de freiner voire de bloquer les énergies potentielles de tous les "Lip". On n'était jamais allé aussi loin dans l'exercice démocratique à Lip.

Dès le début du conflit, plusieurs dizaines de salariés manifestaient le besoin d'une structure en marge des syndicats. "Le comité d'action", structure à part, était née ; ils seront plus de 150 à en faire partie, à préférer ce lieu de débat au nôtre. La tradition syndicale aurait été de refuser, de bloquer toute initiative ne portant pas l'estampille syndicale. Nous ne l'avons pas fait et nous avons fonctionné démocratiquement. L'A.G. est souveraine, c'est là que résidera le pouvoir final. Pour cela il est indispensable de l'informer totalement et de définir les règles ontologiques de l'action. La lutte a été très dure. On a eu contre nous le Tribunal de Commerce, le Syndic, le Préfet, des partis politiques, le gouvernement, ses forces de police et le patronat. Ce conflit n'aurait jamais pu atteindre l'ampleur qu'il a connue sans les entorses à l'orthodoxie syndicale de l'époque. Le travail des commissions a été déterminant. Des dizaines de commissions autonomes assumaient tous les compartiments de la lutte avec compétence. Des femmes sont venues nous trouver pour nous dire qu'elles formaient désormais un groupe spécifique. La démocratie s'infiltrait partout.

Plusieurs années après, en 1993, je me suis associé au combat de AC (Agir ensemble contre le chômage). Avec un démarrage sur les chapeaux de roue : interventions publiques, articles de presse, manifestations, tracts, réunions publiques. Mais peu de chômeurs étaient partie prenante. De nouveau, j'ai senti qu'il fallait changer notre façon d'agir, commencer par le début, aller vers les chômeurs, assurer un aller-retour de l'information, base de toute participation ultérieure. Nous avons décidé de créer un journal, "Résister", qui a constitué un support de discussion. Nous l'avons distribué à la porte des deux ANPE de la ville à heures et jours fixes. Le contact a mis deux ans à se faire, tant les chômeurs refusaient de croire à la solidarité. Dès décembre 1997, notre groupe était composé pour moitié de chômeurs, et nous avons obtenu un local de la mairie. Nous avons mis en place un programme de formation dans le but d'initier aux problèmes.

On constate, aujourd'hui, un recul de la culture syndicale, de la crédibilité du collectif qui laisse le champ libre aux chefs d'entreprise : écarts avec le code du travail, lois non respectées, etc. Les zones industrielles deviennent de véritables zones de non-droit, dans un désert syndical. Mais le combat continue, l'engagement a ses exigences : toujours plus de participation individuelle pour plus de participation collective.

Charles Piaget

Militer sans doute s'engager peut-être s'associer assurément*

Les hommes et les femmes qui, de fil en aiguille, se sont engagés, ont toujours précédé la cause pour laquelle ils s'engageaient. Le militantisme précède l'engagement.

Le militantisme repose sur une idée forte très contemporaine, une idée laïque issue de la Révolution française : l'homme est au cœur de la société, il a la possibilité de maîtriser le temps dans lequel il vit, il a donc la possibilité d'un accomplissement personnel à travers la conscience qu'il prend de l'historicité de son être et de son action.

Avant la naissance, le développement ou le déclin de toute forme d'organisation à travers laquelle on s'engage, avant même toute forme cristallisée d'idéologie de l'engagement, des individus, socialement et culturellement typés, se sont mis en mouvement. L'entrée dans l'historicité, cette bataille contre le temps qui est la source profonde de tout engagement, vient d'un souci de perfectionnement de soi-même. Les formes de militance et d'engagement accompagnent l'être dans une sorte d'éducation permanente de soi-même. Le militantisme est d'abord une tension permanente entre l'ac-

teur et un enjeu qui surgit, existe et devient tangible. Cette tension, on la retrouve également entre le militant et l'engagement : jusqu'où faut-il aller, jusqu'où faut-il formaliser cette entrée de soi dans un projet, dans un avenir ?

À rebours de la logique de Sartre, qui a longtemps été hégémonique sur ce thème de l'engagement, l'historien maintient l'idée que non seulement les personnes sont au cœur de tous ces processus de militance et d'engagement, mais aussi que cette militance et cet engagement ne prennent leur force qu'avec l'avènement de sociétés qui ne sont plus des sociétés d'ordre, mais qui tentent d'être des sociétés démocratiques.

Les raisons de militer

Militer c'est réagir à quelque chose et, par son action, affirmer que le destin de chacun en société est de changer le monde. C'est une évidence qui est souvent occultée par des considérations sociologiques

ou idéologiques. Mais on s'aperçoit que les militants se battent pour des valeurs et pas nécessairement au nom d'une idéologie. Ces valeurs peuvent être dans une sorte de ciel moral, métaphysique ou politique, sans être un corpus idéologique constitué. Elles peuvent être des fantasmes, des rêves, des représentations tellement cristallisées qu'elles atteignent des dimensions mythologiques.

Bien sûr le militantisme repose sur des conditions objectives, individuelles et collectives, situation de travail, culturelle ou religieuse. Mais il faut aussi qu'il y ait, dans l'esprit des gens, un ensemble de représentations qui tissent la trame de toutes ces mythologies, de tous ces mythes, de tous ces espoirs au nom desquels on milite.

Pour permettre les revendications féministes, il a bien fallu qu'il y ait quelque part une conscience sexuée de l'histoire. Il ne s'agit pas d'une conception objective, économique ou sociale. Il s'agit d'une représentation.

On milite pour changer la vie, mais aussi pour profiter d'un droit ou d'un acquis venu des luttes ou octroyé hors militance. En France, ce sont bien les métamorphoses et les progrès du droit républicain qui ont suscité, secrété du militantisme, ●●●

** Extraits de la conférence de Jean-Pierre Rioux publiés sous réserve d'éventuelles remarques de son auteur (une retranscription plus complète sera prochainement disponible sur le site de Peuple et Culture : www.peuple-et-culture.org). J.-P. Rioux est inspecteur général de l'Éducation Nationale, professeur d'histoire et chercheur, fondateur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent. Il est l'auteur, entre autres, de : La IVe République, Point Seuil, 1980, La Révolution Industrielle, Seuil, 1980. Il écrit une chronique dans Le Monde et participe aux revues Histoire et XXe Siècle.*

●●● pour gérer le droit acquis, pour l'amplifier, pour veiller à ce qu'il ne soit pas remis en cause, pour passer d'un droit à un droit plus large.

Toutes les formes d'organisation du militantisme ont profité de ce droit extérieur pour s'afficher, s'organiser, s'exprimer. La loi de 1884 sur les syndicats, celle de 1901 sur l'association - véritable conquête du mouvement syndical -, puis, en 68, les heures de délégation de la section syndicale d'entreprise.

Le militantisme prospère dans les territoires bien protégés et tend à désertir les zones de non droit. Le statut a un effet cumulatif. La délégation du droit, la possibilité de prendre un peu ses aises, dans des secteurs au fond bien protégés, suffit à canaliser les forces militantes disponibles sans qu'on ait vraiment le souci de partir à la conquête de nouvelles terres citoyennes en friche.

Militer nécessite, en effet, d'avoir un rapport constructif au temps. C'est affirmer qu'un être - en s'associant à d'autres - peut tenter de lier le passé, le présent et l'avenir. Le militantisme joue de l'historicité de l'être ; c'est aussi une gestion. Il est sous les doubles auspices de la fonctionnalité et de l'intentionnalité. On veut changer le monde, mais on exploite aussi le droit de le maintenir en l'état. Il y a donc une espèce de dialectique constante entre le pouvoir et le vouloir qui suffit peut-être à singulariser la militance. Dans le militantisme il y a ce qu'on appelle communément le don de soi : le don de soi pour être soi-même et pour s'ouvrir

aux autres. Toute pratique militante postule un don de soi, d'intensité variable, mais toujours don de soi aux autres.

L'action militante elle-même, dans sa diversité, conduit toujours à tenter de convaincre, tenter de rallier au nom de sa propre expérience, de sa propre disponibilité, au nom de son propre choix. On a pu considérer l'engagement comme une ascèse et peut-être même une forme laïcisée du sacrifice judéo-chrétien. Le goût du sacrifice peut aller jusqu'à la haine de soi, la haine de sa classe.

Don de soi, mais aussi recherche d'une identité. À travers son sacrifice, le militant croit acquérir une identité qui lui faisait défaut. Le militantisme est un moyen de reconnaissance potentielle, puis effective, qui n'existerait pas sans lui.

Une école de substitution

Le militantisme est aussi une voie privilégiée pour sortir de sa condition. C'est une formidable école qui permet d'aborder des processus d'ascension sociale et culturelle en ayant le sentiment de ne pas trahir pour autant son milieu de départ. Le militant est un fils du peuple, comme Michel Thorez.

Le militantisme est donc une école de substitution, avec toutes ses générations d'auto-didactes. Il a été un moyen extraordinairement puissant de formation des gens depuis un siècle et demi.

Le militantisme, enfin, est un

extraordinaire facteur de sociabilité, avec ses rites, ses pratiques, ses événements : congrès, universités, fêtes.

"Ils avaient tout donné au parti, dit Sartre, qui leur a tout rendu." La règle monastique est récompensée par de la respectabilité, de la sociabilité.

Avec l'engagement, l'affaire devient plus compliquée. Il n'y a plus l'innocence d'un militantisme quasi instinctif qui voulait changer la vie au nom d'une valeur.

Les formes historiques de l'engagement sont très directement liées au XIX^e siècle. Il est intéressant de les connaître pour comprendre la parenthèse de l'engagement au XX^e siècle. Il y a une forme historique très simple appelée l'intervention prédéterminée. On se met en marche pour une cause plus complètement, plus largement, plus profondément que par simple militantisme ; on le fait parce que quelque chose est intolérable. C'est l'engagement de quelqu'un comme Bartolomé de Las Casas : parce que la situation que nous, chrétiens, faisons aux Indiens d'Amérique est intolérable, moi, je m'engage, y compris devant le tribunal ecclésiastique.

On s'engage au XIX^e siècle sur des objectifs qui ont de plus en plus des allures démocratiques même s'il peut y avoir des engagements contre-révolutionnaires. Pour l'essentiel, on s'engage pour accompagner, promouvoir et accomplir les promesses de 89 : démocratie, liberté, suffrage universel, libre-pensée, nation, peuple. Et, au fil du siècle, l'engagement qui va devenir le plus structuré, le

moins mal organisé, va être l'engagement au nom de la cause du peuple. Il devient la figure centrale de l'engagement, le référent le plus stable. Ce peuple pour lequel on s'engage et au sein duquel on cherche à sécréter les élites qui vont le conduire ou l'aider à s'accomplir, c'est la classe ouvrière, la masse, le prolétariat ; la question sociale, finalement. On part d'un engagement issu directement du politique, de 89, pour arriver à un engagement qui se donne une épaisseur sociale en proportion de l'angoisse que suscite cette question.

Vers 1914, le divorce est consommé. D'un côté, dans le droit-fil des Lumières et de 89, on trouve l'engagement des intellectuels depuis l'affaire Dreyfus : on s'engage sur des valeurs, sur le droit. Une forme d'intervention classique qui débouche sur un militantisme classique : au nom de l'injustice, de l'individu, du refus du

racisme... De l'autre côté, on trouve l'engagement au nom d'une classe ouvrière consciente et organisée qui va s'émanciper. Certains l'analysent comme le mouvement social lui-même qui, sans secours du politique, de l'idéologique, ni des grandes valeurs bourgeoises, va, seul, porter l'accomplissement révolutionnaire des choses.

Divorce entre une sorte de droit bourgeois de l'engagement et un engagement porteur de révolution sociale qui va encore être bousculé avec la Grande Guerre et la Révolution russe.

Le XX^e siècle a pu être appelé le siècle de l'engagement (voir encadré ci-dessous). En fait, il ne s'agit que d'un demi-siècle, de 1918 à 1968, exactement, avec deux temps forts dans les années 30 et 60.

L'usage du mot donne une chronologie intéressante. Il n'est fréquemment attesté que

dans le milieu des années 20, et les occurrences restent très fortes jusque dans les années 50 ; avant, peu de choses, après, de moins en moins. Un demi-siècle au cœur du XX^e.

L'engagement, aujourd'hui, renvoie toujours à la capacité de lutter, de contester. Mais il s'est complexifié, médiatisé. Il représente toutes les formes si variées et si riches de l'affirmation de la liberté de l'individu qui ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre dans la forme d'engagement qu'on lui propose. Face à cette pluralité de tâches qui va se substituer à l'unicité de la cause de l'engagement, on a la chance d'avoir un cadre assez solide qui est l'inusable loi de 1901 : un cadre associatif sous-exploité, sous-valorisé, trop peu connu, à travers lequel il y a peut-être des formes et des types d'actions à inventer.

Jean-Pierre Rioux

Les modèles de l'engagement

Pourquoi cette force pendant un demi-siècle de l'engagement avec un grand E ?

Notre société voit se renforcer le droit et évoluer le politique. Ça se passe dans le cadre républicain, où on légalise quantité de choses, on délègue, on donne du pouvoir : associations, partis, syndicats.

On est donc passé pendant ces 50 années, de l'engagement pluriel et circonstancié, très militant, à l'engagement unique, uniformisé, univoque, à travers lequel il ne s'agit plus de vivre en s'engageant, mais d'être engagé.

• Le modèle des modèles : l'engagement communiste

Un engagement caractérisé non plus par ses valeurs, ses motifs, mais par les êtres nouveaux qui l'assument. Cet engagement a envahi la totalité, ou pourrait envahir la totalité des êtres pour les constituer comme personnes. Le modèle communiste a déteint y compris chez ceux qui le récusent. Dans l'histoire politique du mouvement ouvrier français, les militants et les organisations avaient toujours la hantise d'être différents et pareils en même temps. Une section n'est pas une cellule, mais il faut coller autant

d'affiches qu'eux. Lorsque l'engagement, avec soumission aux exigences du parti, est acquis, on peut militer de manière plus multiforme y compris dans tout ce que le parti communiste, naguère, appelait son système d'action. Syndicats, organisations de masse, satellites, municipalités, etc. Le militantisme dans la contre-société ne vaut que si l'engagement au parti est acquis. S'engager c'est croire, militer c'est pratiquer.

• Le modèle des intellectuels

À côté du modèle communiste, a perduré un modèle qui est au fond le vieux modèle intellectuel d'engagement : affaire Dreyfus, fascisme des années 30, Résistance et même collaboration, guerre froide, guerre d'Algérie, etc. Il s'agit d'un engagement pour une action d'opinion qui peut être temporaire. C'est une bataille d'opinion, avec pétition, recherche de la preuve, mobilisation par réunions publiques, éventuellement création d'un mouvement, d'une association, d'une ligue pour promouvoir l'action. Là, c'est la cause qui toujours fait l'engagement. L'engagé n'est défini que par son engagement. On s'engage contre le racisme, on s'engage pour ou contre, mais on reste un travailleur social, un artiste, un prof...

Les figures

S'engager contre, s'engager pour
Joseph Rovin

Je suis entré à Peuple et Culture en octobre 1945, quelques mois après être revenu du camp de concentration de Dachau. Nous n'avions pas eu la joie de participer à la libération et il fallait se retrouver dans une France, différente de celle de la Résistance mais aussi de celle d'avant la guerre. Dans cette société différente, qui redevenait une démocratie, j'ai trouvé un mouvement qui avait été créé par des amis résistants. "Rendre la culture au peuple et le peuple à la culture", mes amis se reconnaissaient dans cette devise qui fut la nôtre et qui est encore la vôtre aujourd'hui. En quelque sorte, il s'agissait de continuer ce qui avait motivé notre engagement dans la Résistance face au pouvoir hitlérien et face à ses collaborateurs français.

Nous savions justement que Peuple et Culture avait été créé pour empêcher qu'il y ait de nouveaux Dachau, ce qui impliquait aussi que nous ne fassions pas la confusion entre le mal absolu que représentait la dictature hitlérienne et pour laquelle aucune amélioration n'est possible, et le mal relatif que pouvait représenter tel ou tel moment de l'histoire d'une démocratie, elle, toujours améliorable.

Il est essentiel de bien comprendre la différence entre les deux engagements, l'un et

l'autre nécessaires : l'engagement contre, le combat contre le mal quasi absolu, les dictatures qu'elles soient hitlérienne ou stalinienne, et l'engagement pour, le combat pour améliorer la société qui nous entoure.

La situation dans laquelle nous vivons est le fruit de centaines d'années de construction humaine. Il est vrai que beaucoup de gens sont malheureux dans cette situation. Mais par rapport à tous les autres moments de l'histoire humaine, le moment dans lequel nous vivons est certainement le moins mauvais qui ait jamais existé. L'engagement doit d'abord reconnaître cela pour être capable d'agir.

Réduire les contradictions

Nous devons aujourd'hui agir pour améliorer le monde dans lequel nous vivons, pour réduire les contradictions qui l'habitent. En voyant les photos de manifestation de chômeurs ou de mal logés exposées ici, nous nous trouvons face à une contradiction : ceux qui ne connaissent pas ce monde seraient bouleversés de voir à quel point il est bon et, en même temps, nous, nous savons à quel point il est mauvais. Surtout, nous savons que nous ne pouvons pas lutter pour son amélioration si nous n'avons

pas en permanence la conscience de sa fragilité, ni du fait qu'une grande partie de l'humanité n'y participe pas encore.

Le monde dans lequel nous vivons est imparfait mais nous pouvons y agir par des engagements de type rationnel. L'améliorer, faire qu'il y ait moins de gens sans travail, moins de gens sans logement, tout en sachant que ce que nous faisons chez nous, nous devons l'exiger en Indonésie ou en Malaisie.

J'ai plus de 80 ans, j'ai une longue vie d'engagement derrière moi. A ce titre, je souhaite, en tant qu'historien, universitaire et journaliste, mais aussi en tant que militant d'éducation populaire, vous livrer un message : pour garder à la fois une véritable indépendance européenne face à des gens pour qui le seul problème c'est le rendement du capital, nous devons aussi nous engager, avec nos faibles moyens, nos faibles forces, pour que la Chine devienne un pays où il fasse bon vivre et que l'Amérique soit obligée de tenir compte du fait qu'il y a d'autres raisons d'être au monde que la satisfaction des actionnaires capitalistes. Tout ceci nous devons le faire en pensant que nous vivons, par rapport aux générations qui nous ont précédés, dans le moins mauvais des mondes qui ait jamais existé.

de l'engagement

Changer la société
Jean Gondonneau

Les personnes qui entrent à Peuple et Culture dans les années 60 sont confrontées aux pionniers, aux créateurs de l'association.

J'y suis devenu militant par le truchement de l'entraînement mental. J'avais fait des études mais, à travers cette méthode, j'ai découvert un autre rapport au savoir. Peuple et Culture rassemblait des gens de milieux différents. La parole était libre et l'écoute de qualité. Si vous ajoutez qu'on pouvait rencontrer Alain Resnais, Chris Marker et tant d'autres... et qu'ils savaient passer du temps avec nous, vous aurez une idée du bouleversement qui fut le mien. Donc, j'ai découvert ce qu'était l'éducation populaire et j'ai appris qu'on pouvait, à l'intérieur d'un tel mouvement, changer la société.

Dans les années 60 se posait le problème du droit des femmes à disposer d'elles-mêmes. Je trouvais la situation intolérable, j'étais révolté et je me suis lancé dans la bataille en disant : "c'est d'abord un problème d'éducation". Il fallait faire changer la loi : faire abroger la loi de 1920 et obtenir le droit à la contraception et à l'interrup-

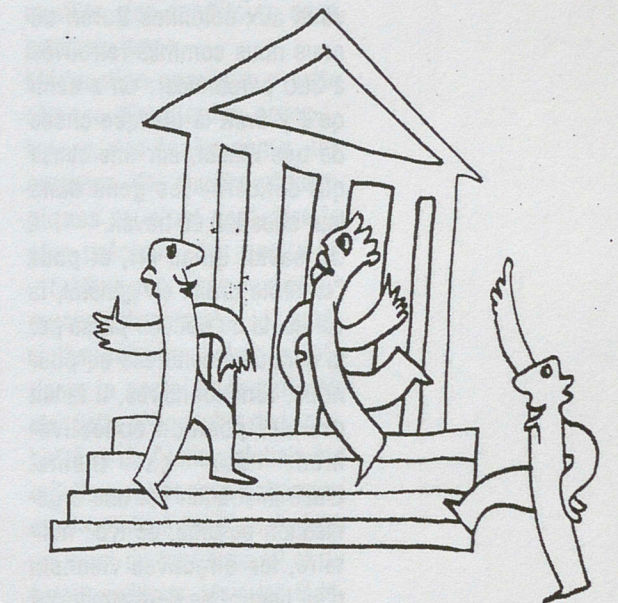
tion volontaire de grossesse. Je savais que ça ne serait pas facile, mais dans le mouvement d'éducation populaire, j'avais acquis de l'assurance.

Eduquer pour accompagner la loi

Parallèlement à un mouvement d'intellectuelles qui se faisait jour, il fallait, au moment où la loi allait être votée, créer un mouvement d'éducation populaire pour développer tout un travail d'éducation de la santé, d'éducation civique, d'éducation de la sexualité.

La loi est passée, mais les décrets d'application ne sont venus que cinq ans après, et aujourd'hui, rien ne prouve qu'aucun gouvernement ne sera tenté à un moment ou à un autre de revenir sur des droits qu'on considère pourtant comme fondamentaux. La liberté sexuelle est du même ordre que la liberté d'expression. Il y a une liberté de la relation comme il doit y avoir une liberté d'expression.

L'éducation populaire peut s'articuler sur d'autres types d'engagement. J'ai fait par la suite de la politique. Et, au



passage, je ferais remarquer que toutes les femmes qui sont passées par le Planning Familial, toutes ces mères de famille qui n'avaient jamais fait de politique, toutes celles qui, effectivement, à partir de leurs problèmes personnels, ont su poser des problèmes collectifs, on les a retrouvées engagées dans des associations de parents d'élèves, des partis politiques, dans des organisations syndicales, et que l'éducation populaire a été, à ce moment-là, un lieu de promotion des élites citoyennes.

* L'ensemble des textes publiés de la page 8 à la page 12 est constitué d'extraits des différentes interventions de la table-ronde de l'Université d'été 1999. Ceux-ci sont publiés sous réserve d'éventuelles remarques de leurs auteurs.

Fonctionnaires et militants, l'exercice de citoyenneté Claude Rouot*

* Présidente
du Collectif
Culture.

En 97, lorsque le maire de Château Vallon a mis en place son programme de conquête culturelle, nous nous sommes sentis obligés de réagir.

Un petit tract, puis un rendez-vous aux colonnes Buren où nous nous sommes retrouvés à 300 personnes : on a senti qu'il y avait là quelque chose de très réactif, sur une cause qui concerne les gens dans leur situation de travail.

On savait qu'au FN, et pour l'extrême droite en général, la conquête du pouvoir passe par la conquête culturelle et, pour nous, fonctionnaires, il fallait prendre position collectivement sur ce thème. L'administration est une organisation pesante, de type militaire, les directives viennent d'en haut et ne permettent pas d'initiatives à la base. Mais, en même temps, les politiques nous demandent de leur apporter des idées, ce qui nous donne une certaine conscience de la responsabilité. Sans empiéter sur le politique et en restant chacun dans son rôle, on s'est aperçu que ce rôle pouvait être un tout petit peu élargi. On a donc décidé de constituer une association pour comprendre et agir. Nous avons besoin d'être mieux informés. Il faut analyser les textes et les positions de l'adversaire, comprendre quelle politique culturelle le FN souhaite mener. Il faut voir l'ennemi en face.

Il y avait la question des bibliothèques, la querelle sur l'art contemporain et, plus largement, la question des cultures urbaines. Par rapport à toutes ces questions, le ministère de la Culture est relativement frileux. Il incarne le bastion du patrimoine, des artistes et de l'action culturelle. Il est beaucoup plus hésitant par rapport aux politiques de la Ville et aux actions interministérielles.

La culture doit donner du sens à la société

Avec l'évolution de la société, on n'attend plus de la Culture qu'elle finance de la danse, de la musique ou des œuvres d'art, mais qu'elle donne sens à la société. Le mot culture est pris dans son sens anthropologique, au sens de civilisation. Dans les réunions interministérielles auxquelles je participe, on ne nous demande pas de l'argent pour faire de la musique. On nous demande d'avoir une vue aiguisée sur la société en train de se faire. Et c'est le champ de l'action culturelle qui est évidemment le plus interpellé à ce niveau-là. En tant que fonctionnaire, il est cependant possible d'agir en militant, surtout sur les terrains de l'action culturelle et des politiques de la Ville.

Les gens qui se sont rassemblés dans le Collectif Culture,

*Avec l'évolution de
la société, on
n'attend plus de
la culture qu'elle
finance de la
danse, de la
musique ou des
œuvres d'art,
mais qu'elle donne
sens à la société*

dans l'ensemble, travaillent en militants sur leur secteur. Ils avaient déjà pris l'habitude de penser leur travail, non pas simplement en termes de carrière ou d'avancement, mais plutôt par rapport à une certaine idée de leur fonction et de la société.

Ces enjeux sont les enjeux actuels et, au sein de la Culture, on ressent particulièrement le devoir de travailler et de militer en leur nom, et on le fait dans le cadre de cette association. Les risques ne sont pas considérables. Ils dépendent beaucoup de la personnalité du ministre. S'il y avait un acte d'autorité, il est probable qu'un bon nombre des fonctionnaires se retirerait de l'association. On reste très fragile, mais c'est important qu'on se soit autorisé, en tant que fonctionnaires, à créer une telle association.

En effet, dans le privé, il est facile de militer ; dans le public, c'est autre chose, nous devons respecter le devoir de réserve.

Construire le conflit, interroger les politiques publiques Franck Lepage*

Depuis le milieu des années 70, les conditions de l'engagement ont changé. Au milieu du XVIII^e siècle, avec la révolution industrielle, on est passé d'une société de survie à une société d'accumulation. On s'est engagé dans une société de progrès en fonctionnant sur la croyance qu'à un progrès économique constant correspondent un progrès culturel et un progrès social constants. Aujourd'hui, ce n'est plus vrai. Il n'est ni certain que ma situation sociale soit meilleure à la fin de ma vie qu'au début, ni que mes enfants aient une meilleure situation que la mienne.

Or cette société est bâtie, depuis 200 ans, sur l'idée de compromis social-démocrate. Nous devons remettre en question nos positions sur l'animation socio-culturelle - animer du social avec du culturel - et en revenir au projet fondamental de l'éducation populaire, à savoir un travail d'émancipation et de construction d'une pensée politique à partir de l'expérience des gens eux-mêmes en tant qu'usagers.

Avec la crise de l'idée de progrès, on est entré dans une crise du politique, une crise de l'idée de démocratie de représentation.

Dans les années 70, on pensait qu'il suffisait d'amener au pouvoir les bonnes personnes pour qu'effectivement la société

change. On allait travailler différemment, on allait apprendre autrement, on allait se cultiver d'une autre manière, on allait changer la vie. L'expérience des socialistes au pouvoir nous place dans une perplexité importante. On attendait plus de la conquête du pouvoir...

Que devient la démocratie de représentation ?

Aujourd'hui le politique élu annonce, publiquement, son impuissance par rapport à l'économique. C'est l'économique qui fabrique la société, c'est-à-dire qui détermine, à travers la production, nos modes de vie. Dans ces conditions, que devient la démocratie de représentation, telle que nous l'avons connue jusqu'à présent, et qui consiste à élire les bonnes personnes pour faire les bons choix ?

Devant la violence et la peur que génère cette société, les trois millions de chômeurs et les sept millions de précaires, les politiques élus sont incapables de produire la moindre solution. Ils ont peur et ils repassent le problème à des techniciens...

On s'aperçoit que les politiques publiques qui doivent nous aider à vivre ensemble, les politiques éducatives, les politiques de santé, etc., sont organisées de façon extrêmement sectorisée.

Même si des "éduc spé" font du social, des éducatifs font du culturel, des culturels font de la prévention..., tous sont totalement dans l'incapacité de reconstruire globalement, collectivement, politiquement ce qui se passe sous leurs yeux. Ils sont susceptibles, au mieux, de régler un aspect de la question mais pas de construire des conflits, des conflits au sens positif du terme.

L'éducation populaire a cette chance d'avoir des compétences, des équipements, des hommes, des savoirs pédagogiques et, c'est peut-être le plus précieux, des positions stratégiques dans les communes. Elle permet la vie associative entre le civil et le politique, le social et le culturel, etc. Cette philosophie de la globalité et de l'action globale fait qu'elle peut encore échapper, et elle seule, à l'espèce de fuite en avant du travail social et du travail politique. Mais les fédérations d'éducation populaire sont devenues, elles-mêmes, des spécialistes dans l'action publique. Elles sont tributaires de l'argent des collectivités territoriales. Elles ne peuvent pas refuser d'entrer dans un système où la rentabilité prime.

Pourtant, l'interrogation des politiques publiques est bien une perspective d'engagement rénové pour l'éducation populaire. Il faut rendre questionnable, publiquement, un certain nombre de politiques publiques avec lesquelles nous sommes tous plus ou moins engagés, comme les politiques de sécurité, de santé, d'éducation...

* Permanent de la FFMJC.

Les risques du métier Vincent Espagne*

* Membre de
ATTAC.

Je vous propose d'imaginer deux échelles parallèles : une échelle de l'engagement et une échelle des risques afférents à ces engagements. Dans l'échelle de l'engagement, se pose la question de la nature de cet engagement. Ceux qui s'engagent, quel que soit le degré, le font pour valoriser la fonction démocratique de la société civile quand elle s'organise dans les mouvements sociaux. Des civils participent réellement aux affaires de la cité et certains, dans leur engagement, sacrifient une grande partie de leur temps au détriment de leur vie privée.

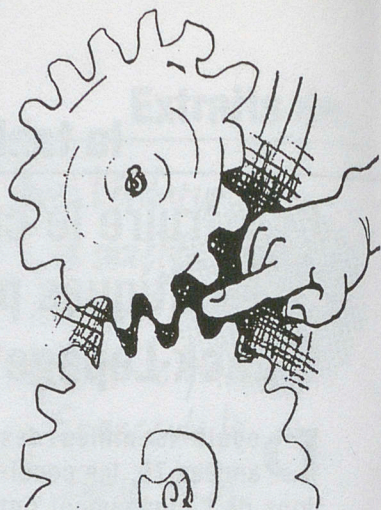
L'engagement présente un risque et celui-ci n'est pas forcément corollaire de la nature plus ou moins violente de l'engagement. La pétition qui consiste en une forme relativement légère est un engagement à risque : plus vous signez de pétitions, plus vous êtes vite repérés par les RG. On peut envisager toute forme de risque en correspondance avec toutes formes d'actions : le service civil, les objecteurs de conscience, le zap d'Act Up, le sang de bœuf rouge sur les murs du palais de justice, ou la tarte à la crème dans la figure d'un journaliste, sont des formes d'engagement à risque. Il en est de même du parrainage républicain, du syndicalisme ou de l'occupation de logements vides.

Quand le DAL a commencé à occuper des logements vides, le squat n'était pas une fin en soi. C'était pour faire comprendre à l'opinion publique et au politique, la nécessité d'appliquer la loi de réquisition. Aujourd'hui, quand on occupe un immeuble vide, on risque de se faire virer dans les deux heures qui suivent avec des matraques. De plus en plus souvent, les forces de l'ordre n'hésitent pas à sortir les matraques.

Dans le métro, des militants de AC sont inculpés pour avoir distribué des tracts réclamant justement le transport gratuit pour les chômeurs et les précaires. Aujourd'hui, des militants de la Confédération Paysanne sont inculpés pour avoir symboliquement démonté un chantier Mac Do. Des citoyens qui ne sont pas forcément des paysans, sont inculpés pour avoir arraché des maïs transgéniques ou détruit des lots de riz transgénique, dénonçant ainsi la mainmise sur notre alimentation par les transnationales essentiellement américaines.

Aux confins du sacrifice

Aujourd'hui, le pouvoir cherche la mort de certaines associations, il cherche à soumettre les mouvements



sociaux, d'abord en leur refusant des subventions, ensuite, en épuisant les militants, en les inculquant.

"On se brûle pour des causes qu'on modèle soi-même et pour lesquelles on se brûle en s'identifiant..." (René Char).

A partir de quelle forme d'engagement, et des actions qui en découlent, prenons-nous des risques ? En côtoyant des grévistes de la faim, on mesure à quel point un corps engagé dans une telle épreuve se dégrade rapidement. Aller jusqu'à la grève de la faim c'est un degré ultime dans l'échelle de l'engagement, se brûler en s'identifiant à la cause.

Ce qu'on met dans la balance pour une cause donne la mesure du risque : de l'argent, son temps libre, un temps plein, son intégrité physique.

Puis les citoyens, en tant qu'individus, ne sont pas les seuls à prendre des risques, les mouvements sociaux aussi en prennent. Il s'agit de mariages contre nature entre des partis politiques et des associations. Ce risque limite de l'engagement, c'est l'instrumentation des mouvements sociaux, l'instrumentation de la société civile et, à ce niveau-là, une extrême vigilance est nécessaire.

Engagement, engagements, est-ce que j'ai une gueule d'engagement !!!

nécessamment (sous peu), les membres d'Asfodel et ceux du réseau des tuteurs vont recevoir un extrait des résultats de l'enquête exhaustive de l'année dernière. Nous disons "extrait", car la volumineuse matière que chacun a à apporter est d'une grande richesse et servira pendant un bon moment de guide à nos actions. Des analyses, nous retenons pour l'instant ce qui est exploitable dans le cadre de l'animation de réseau et de l'accompagnement des tuteurs en appui à la création d'activité. Les rencontres d'Asfodel à Darbres nous ont donné une occasion plaisante de se retrouver, d'échanger, de montrer aussi la diversité de ce milieu rural, de ses composantes sociales, professionnelles, que nous côtoyons dans nos réseaux...

Mais tout cela est-il suffisant pour satisfaire notre fonction d'association d'éducation populaire, notre éthique, notre volonté de contribuer, même modestement, à tracer de nouvelles pistes... ?

Peuple et Culture nous incite en ce moment à nous pencher sur la notion d'engagement, et notre collaboration à cette réflexion est restée, disons-le, fort modeste, tant la gestion du quotidien nous a préoccupés ces derniers temps. Alors, voyons voir où nous en sommes...

José part à Seattle dans le cadre de l'OMC. C'est bien. Le représentant européen aussi. Parions qu'il y dira que : "Oui, OK, le libéralisme, la mondialisation, la loi des marchés, les stocks options..., mais attention quand même au roquefort..."

Ce que révèle notre réseau, c'est un engagement d'un tout autre ordre. C'est quelque chose du genre anticapitalisme, respect de l'autre, solidarité... La pensée unique où se complaisent nos intellectuels interventionnistes humanitaires ne laisse plus d'espace pour le dire. Cela fait soixante-huitard ringard. José Bové, lui donc, ça fait trente ans qu'il met en œuvre ses options idéologiques : partage du travail (GAEC), du capital et du foncier (Groupement Foncier Agricole), et ça marche ; mais ça ne suffit pas : militant non violent antimilitariste, antinucléaire, antiimpérialiste...

Or, tout cela, c'est un peu de chacun de vous tel que l'a révélé l'enquête sur le réseau Asfodel... Alors, vous croyez qu'il leur dira, aux 132 clones présents à Seattle, ce que l'on en pense du librrrrr échange économique follement démocratique ?

Autre chose, ou peut-être choses liées, enfin une ou deux occasions de s'énerver... En Irak, après 10 ans d'embargo, une simple diar-

rhée chez un même et c'est la mort. Spectacle bientôt à la portée de toutes les bourses en Serbie. On a beau tendre l'oreille, on n'entend pas vraiment de protestations humanitaires/ingérantes pour nous inciter à nous révolter pour sauver ces enfants et ces peuples qu'on extermine froidement, méthodiquement...

Aux Etats-Unis, un militant politique des Blacks Panthers sera exécuté le 2 décembre pour un crime, en plus, qu'il n'a semble-t-il pas pu commettre. Au même moment, le spot d'Amnesty International sur les multiples violations des Droits de l'Homme aux Etats-Unis a été censuré dans la plupart des pays occidentaux (pour la France, ce sont l'ensemble des agences publiques qui ont eu ce joyeux réflexe...), pour ne pas nuire aux relations entre Etats !

Arrêtons-là les prétextes de rébellion potentielle, mais on en fait quoi de nos utopies, de nos rêves de justice, d'équité... ? On attend que ça se passe, on fonce dans le lard, on réfléchit, on s'organise... ? Asfodel, c'est un réseau solidaire, un réseau vivant, un réseau qui a une âme, une éthique. Mais ce réseau ne peut pas se substituer à la responsabilité citoyenne qui nous appartient en propre. Alors, à chacun de voir et de le faire savoir... !

Ché Débarras (AG)*

*On en fait
quoi de nos
utopies, de nos
rêves de
justice,
d'équité... ?
On attend
que ça se
passe, on fonce
dans le lard,
on réfléchit,
on
s'organise... ?*

* Article publié dans le numéro 34 du "Micro-journal d'Asfodel", novembre 1999.

Démocratisation ou démocratie culturelle :

En introduisant un débat sur l'opposition entre démocratisation et démocratie culturelle, Cécil Guitart nous invite à un positionnement politique et social qui dépasse la seule question, réductrice, de l'adéquation entre l'offre et la demande culturelles.

Je vous propose, pour aborder ce sujet, un "voyage" dans le temps. Cela tiendra lieu d'approche historique, toujours utile, pour traiter d'un sujet présentant des enjeux qui finalement ne sont pas nouveaux.

À Peuple et Culture, le manifeste de 1945, fondateur de notre mouvement, affirme que "nous devons rendre le peuple à la culture et la culture au peuple".

Ce manifeste est vécu comme un témoignage collectif : "ouvriers, syndicalistes, ingénieurs, officiers, professeurs, artistes, nous nous efforcerons de poser suivant les réalités de l'époque, les bases d'une véritable éducation des masses et des élites". Pour ligne d'action, il développe l'idée que "la culture populaire ne saurait être qu'une culture commune à tout un peuple. Elle n'est pas à distribuer. Il faut la vivre ensemble pour la créer".

Il repose sur un nouvel humanisme : "La culture naît de la vie et retourne à la vie...". Ce manifeste, enfin, prend parti pour que l'accès à l'art et à la culture soit un droit fondamental qui contribue à la formation du citoyen et constitue donc une composante essentielle pour la démocratie. Il nous importe de :

- donner à chaque individu des repères pour agir dans la société,
- lutter contre l'obscurantisme, source d'extrémisme et d'intolérance,
- combattre les inégalités culturelles afin de permettre l'accès aux œuvres et la valorisation du capital culturel de chacun.

Cette trace de l'histoire laissée par nos fondateurs, qui descendent des plateaux du Vercors ou qui sortent des camps de concentration, est, elle-même, héritière d'une histoire : celle du siècle des Lumières et de la République française, à l'image d'un Condorcet qui veut "rendre la raison populaire...".

Joffre Dumazedier, Bénigno Cacérès, Paul Lengrand, Joseph Rovin et tous ceux qui ont contribué à la création de Peuple et Culture se sont battus pour l'avènement d'un monde où le besoin de culture deviendrait une force identique "à celle de la faim" selon la belle expression d'Antonin Artaud.

Autant dire que la culture ne saurait être réduite à sa dimension artistique, mais qu'elle englobe tout ce qui permet d'appréhender le monde, de s'y situer et d'y agir individuellement et collectivement.

Dire que la culture n'est pas à distribuer, qu'elle doit devenir une force identique "à celle de la faim...", c'est un discours qui me paraît d'actualité, et au cœur des préoccupations de cette rencontre d'Archimède 1999.

À cet égard, il n'est pas intéressant, d'examiner la charte "Culture/Education Populaire" (voir le dernier numéro de *La Lettre*) que Peuple et Culture vient de signer avec sept autres grandes fédérations d'éducation populaire'. On y constatera, même si au-delà des mots, les actes ont (et auront) du mal à se mettre en place, un changement de tonalité de notre Ministère et des intentions qui vont dans le sens d'une plus grande démocratie culturelle.

Il me semble en effet que le débat "démocratisation/démocratie culturelle" devrait être abordé autrement que dans l'adéquation entre l'offre et la demande de culture. Car il s'agit, somme toute, d'une vision réductrice... On pourrait imaginer, après tout, en étant attentifs, que l'offre coïncide avec la demande... Et

un voyage à organiser

certainement démontrer qu'ici ou là cette rencontre a lieu.

Revenir aux impératifs des fondateurs de Peuple et Culture permettrait d'aller au fond des choses. Pour cela il faut faire un certain nombre de constats et avoir une vision du nouveau type de société qui s'annonce : celle du temps libre.

Quelques constats

Force est de constater qu'il y a, d'un côté, les institutions culturelles, de l'autre, les associations d'éducation populaires, on pourrait ajouter, ailleurs, les universités et l'école, avec le risque de plus en plus prévisible que la ferveur ne soit nulle part.

Nous aimerions, à Peuple et Culture, pouvoir relier culture et université à l'ensemble de la population.

Nous essayons, au sein de notre mouvement, de rendre plus facile l'accès à la rationalité, qui conduit à la connaissance, et la sensibilité artistique, qui facilite l'accès à la culture.

C'est notre manière de nous émanciper du "péché originel" d'André Malraux, commis dans l'acte fondateur du ministère de la Culture opposant le "faire connaître" et le "faire aimer" ! Souvenons-nous de son discours au Sénat : "Pour faire connaître

Racine, il y a le ministère de l'Éducation, le ministère de la Culture permettra de le faire aimer" ! Comme si on pouvait faire aimer sans faire connaître, et faire connaître sans faire aimer !

A cause de ce profond malentendu, nous sommes nombreux à avoir été éconduits des administrations de la culture à cause d'une image socioculturelle souvent dénigrée par les professionnels de la culture. Victimes, il faut le dire, à la fois d'une certaine arrogance et d'une méconnaissance de ce que sont les associations d'éducation populaire.

Pour aller vers un partenariat qui soit égalitaire, il faudrait consolider positivement l'image de nos associations... En effet, si en 40 ans, depuis la création du ministère de la Culture, les efforts financiers consentis par les pouvoirs publics (probablement plus de 1500 milliards, collectivités et Etat confondus) ont permis d'équiper 850 villes de 10 000 habitants et plus, cet effort nécessaire n'aura pas été suffisant pour permettre un partage équitable des biens culturels auprès de l'ensemble de la population, en particulier celle qui vit dans les quartiers sub-urbains des grandes villes et celle qui vit dans le monde rural.

Il serait intéressant de faire sérieusement une étude qui

établirait la corrélation entre l'équipement de ces villes et l'indice de citoyenneté de leurs habitants (mesurable par le taux d'abstention aux élections, et l'intensité des pratiques associatives...). Cette étude, qui irait bien au-delà des "Pratiques culturelles des Français", nous réserverait bien des surprises ! C'est ce déficit social et citoyen qui devrait nous importer !

Et propositions

Là encore, une incursion dans le mouvement Peuple et Culture s'impose. Laissons-nous accompagner par les analyses de Joffre Dumazedier dans son ouvrage *Vers la civilisation du loi-* ...



... sir ? (1962). Cet ouvrage, balayé par les Trente Glorieuses (qui, en réalité, n'auront duré que 20 ans !), anticipait de façon prémonitoire la société vers laquelle, ce que le "système" appelle la crise de l'emploi, va nous conduire.

De nombreux économistes, sociologues, philosophes reprennent aujourd'hui ce thème de la "fin du travail" ¹, car on ne peut plus envisager de traitement de la crise. En réalité, il n'y a plus de crise, mais, un nouveau système qui se met en place et qui supprime de façon durable et massive les emplois.

Alors, comme le préconise André Gorz, pourquoi ne pas transformer ce qui passe pour une fatalité, en une immense chance à saisir...

C'est ce que je voudrais essayer de développer en quelques mots ici, car c'est au cœur de la question posée : quelle démocratie culturelle ? Pour répondre à cette question, il faut oser une rupture avec cette société qui meurt en abolissant massivement le travail, pour une société nouvelle qui conduit au dépassement de la société salariale.

Mais il faut au préalable s'entendre sur la définition du travail. Il ne s'agit pas du travail qu'on "a", du travail que le capitalisme dans sa phase ultime (la mondialisation) supprime, et que la social-démocratie (Etat-providence) protège coûte que coûte, mais du travail "qu'on fait", d'une nouvelle forme de travail qu'on s'est "réapproprié", et dont on ne connaît pas encore

avec précision les contours. Les nouvelles formes d'activité se construiront autour de l'idée que l'homme est en lui-même une "entreprise individuelle" dans laquelle il se valorise en tant que capital.

Cette image du travailleur "à son compte", qui refuse de se vendre à un patron (ou à un Etat) séduit de plus en plus de jeunes de mieux en mieux formés qui désirent être payés par des clients selon leur capacité et leur mérite...

Refuser de perdre sa vie à la gagner

Même s'il s'agit, pour l'instant, d'une élite (élite des "knowledge workers" de J. Rifkin), elle engage cette tendance à l'abolition du salariat... L'abolition du travail qu'on vous "fait faire" pour un travail que vous "choisissez de faire".

Toutes les enquêtes montrent que le travail-marchandise, celui qui a été inventé au XVIII^e siècle par le capitalisme manufacturier, a perdu de sa centralité (André Gorz dans *Métamorphoses du travail*)... Et que ce travail monnayable n'est plus source de cohésion sociale (l'a-t-il été un jour ?).

Avec cette jeune génération "qui refuse de mourir à 30 ans pour être enterrée à 70" (David Coupand, *Génération X*), et qui "refuse de perdre sa vie à la gagner" le rapport au travail se distend parce que la vie est ailleurs, notamment dans des activités considérées comme socialement utiles, et parce qu'elle manifeste de

plus en plus le désir d'équilibrer le "travail emploi" par des activités autodéterminées.

Cette scission entre "le travail" et "la vie" se creuse de plus en plus.

Selon une enquête récente, les priorités pour les jeunes Européens de l'Ouest de 16 à 34 ans sont les suivantes :

- avoir des amis (95%),
- avoir du temps disponible (80%),
- être en bonne forme physique (77%),
- avoir une vie sociale active (74%)...

Seulement 7% des jeunes citent le travail comme facteur pour réussir leur vie.

Nous sommes bel et bien confrontés à une mutation culturelle et à ce qui pourrait ressembler à une inversion des valeurs.

Plutôt que de vaines tentatives de replâtrage de la société salariale, notamment par un élargissement du salariat à des activités qui ne sont pas encore régulées par l'argent (culture, santé, environnement, éducation, recherche), il est temps de rechercher la solution politique correspondant mieux aux enjeux de ces mutations culturelles.

Une société fondée sur l'économie sociale et solidaire pourrait être cette solution.

On a pris conscience aujourd'hui que ni "le tout Etat", ni "le tout Marché" ne sont en mesure de réguler et encore moins de juguler la "crise". Si le marché ne peut satisfaire tous les besoins, si l'Etat ne peut subvenir à tous les manques, peut-être faut-il

1 - Jeremy Rifkin, *La fin du travail, La Découverte*, 1996 ; André Gorz, *Métamorphoses du travail, Galilée*, 1988, et surtout, *Misères du présent, richesses du possible, Galilée*, 1997.

cesser de les opposer l'un à l'autre et trouver par "hybridation" une troisième voie.

Ce "tiers secteur" ou "secteur quaternaire" ne date pas d'aujourd'hui et n'émerge pas par hasard.

À Jean-Baptiste Say (fin du XVIII^e siècle), revient le mérite des premières évocations : "les forces matérielles ne sont pas seules à concourir à la production, il y a les forces humaines".

Vers la même période, Charles Fourier, Robert Owen, Philippe Buchez et, plus tard, Charles Joseph Proudhon et Frédéric Le Play, explorent cette idée.

Si elle revient aujourd'hui, depuis la décennie 1980, dans le vocabulaire du droit public français, c'est parce que les systèmes étatiques et marchands ont montré leur limite, parce que la pauvreté redevient menaçante.

Quand l'Etat-providence échoue devant l'existence des exclus, et que ceux-ci sont devenus trop nombreux pour en faire des victimes expiatoires.

Quand apparaît un paupérisme de masse dans une société qui s'affiche dans le progrès et la prospérité.

Quand l'Etat social (la social-démocratie) ne peuvent endiguer cette paupérisation.

Alors, la contradiction est telle qu'elle en appelle à de nouveaux modèles et devrait interpeller la "société civile".

Articulée sur trois pôles - le marché, l'Etat et la société (le citoyen) -, l'économie solidaire ne peut se développer que si cette intervention d'un "tiers" entre l'Etat et le Marché est suffisamment forte pour

les contenir.

C'est ce pari, ce défi qu'il faudrait faire nôtre !

L'intervention de ce "tiers" à partir des valeurs de solidarité, entre des idéaux libéraux du marché et d'égalité de l'Etat, nous rapprocherait un peu plus d'un idéal fraternel républicain auquel nous aspirons.

Espérons que le rapport commandé à Alain Lipietz par Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, ouvrira des perspectives à ce "tiers secteur" en ne lui délimitant pas trop les frontières. Car l'économie sociale et solidaire ne devrait pas être enfermée dans un segment particulier du marché (réduit à l'économie de proximité) mais, au contraire, rechercher une autre approche, d'autres sources d'efficacité, d'autres critères de gestion et d'évaluation.

Il s'agit d'un projet plus ambitieux, il s'agit de la recherche d'une alternative sociale et politique à la domination de la loi économique.

La culture pourra, alors, remplacer l'économie comme modèle intégrateur, et pas seulement pour nos sociétés occidentales... On pourra véritablement parler de "démocratie culturelle". On sera passé d'une société du travail à une société de culture... Le voyage vers une démocratie culturelle ne sera pas terminé pour autant.

Cécil Guitart

"La pauvreté
ne consiste ni
en une faible
quantité de biens,
ni simplement en
un rapport entre
des fins et des
moyens : elle est
avant tout un
rapport entre
des hommes."

Marshall Sahlins,
"Age de pierre, âge
d'abondance :
l'économie des sociétés
primitives",
Gallimard, 1972.

Jeter... créer

Quand j'étais petite, les petits suisses étaient vendus par 6, dans des boîtes en carton huilé, et enroulés dans une petite feuille de papier. Une fois lus, les journaux avaient encore plusieurs vies : emballer le poisson ou les fanes de carottes, et surtout, noble destinée s'il en fut, ils servaient à emballer les briques chaudes qu'on montait le soir, dans les lits, pour se réchauffer les pieds. Les pull-overs, un peu vieux, un peu usés, étaient détricotés et la laine retricotée pour d'autres pulls, ou des chaussettes et, finalement, tous ces bouts de laine dépareillés servaient à réaliser de sublimes couvertures.

D'accord sur le plan esthétique, c'était plutôt l'horreur (une "épouvante du cœur et de l'esprit"), mais sur le plan métaphysique c'était comme "accéder à l'éternité des objets manufacturés".

Tout ça pour vous dire que depuis novembre 1999 jusqu'en mai 2000, le FIAP Jean Monnet organise une série d'expositions sur le thème "Jeter... Créer". Il y est question de recyclage des déchets et aussi "d'Art-Récupération". Les objets manufacturés entrent dans le cycle "mort et résurrection"...

Curieuse façon de fêter la fin du siècle. Le déchet comme emblème d'une époque. "Très Cher ! Vous avez là une poule très 20^e !!! Une pure merveille... Ça a dû vous coûter un max...?"

Les vernissages sont généralement l'occasion de concerts. En vertu de l'axiome : Tout objet manufacturé est susceptible de faire du bruit, donc tout objet manufacturé, jeté au rebus, est susceptible de faire de la musique, des artistes véritables tentent d'improbables créations : concerto pour violon d'accord... Mais le violon est un vieux bidon d'huile (vide mais cabossé) et l'archet un essuie glace ou un portemanteau. Allez-y si vous pouvez, sinon ça manquera cruellement à votre culture.

FIAP Jean Monnet : 30 rue Cabanis 75014 Paris.

Du 8 février au 11 mars : autour du bois ; du 14 mars au 15 avril : autour des plastiques ; du 18 avril au 2 mai : autour du thème "Jeter... Créer".

Catherine Bachellier

De Belle île en merde et d'ailleurs

Ils ont mis les pieds dans la mer car la mer est amère d'avoir ses eaux souillées. La mer a fait sur elle la mer en a plein le dos ils en ont plein les bottes. Ils ont les pieds dans la mer pour essuyer ses eaux que l'on souille en bateau que l'on essuie à pied à main à pelle et brosse à dent à seau à sac à quelques larmes aussi. Ils sont tous sur les dents. Pour que la mer revienne au galop monte sur ses vagues bouche ouverte montre ses dents écume

émaille fauve à crocs déchaînée se rebiffe c'est assez décharge évacue dégaze balance sa merde à terre à pierre et à crique mazout out côtes chiadées. Démerdez-vous je conchie vos chieurs pour toujours du rocher rappeler la colique pour encore signifier du vivant la faillite.

Jacques Moulin

Quand il est mort le poète

*Bonjour, je suis celui qui s'en va
Dis, aimes-tu que je revienne
Bonjour, je suis celui qui se tait
qui se tapit tout seul en un coin de sa tête
Fasciné de sentir voler l'Oiseau-doute
Indisable caresse des ailes du péché
D'oser lorgner le cul de Dieu
Dis, l'aimes-tu ta peur quand parfois je blasphème !*

*Bonjour je suis celui qui aime toutes les vies
Qui part chaque matin pour chaque bout du monde
Et que parfois la nuit garde en chemin
Avant qu'il ait rejoint tes yeux
Port-Femme ma jetée lieu de mes échouances
Regard lucide au front de la maison dormante
Dis aimes-tu aimer le meilleur et le pire
Des mondes que j'amène dans mes filets ?*

*Bonjour, me voilà, Moi, que toute distance attire
Que toute musique appelle
Que toute rencontre captive
Et qui m'échappe et qui revient.
Des fois on ne sait pas qu'on s'ancre à un marin
Qu'aucune île ne garde puisque c'est en mer
qu'il est bien
La mer le port et naviguer
C'est facile à vivre la vie pourvu que le port
s'aime port
Et le marin : marin
Et que jamais ne cesse
La Mer.*

Poème d'Yves Caillaud, ancien formateur de Peuple et Culture, mort le 31 décembre 1999.

actualité de l'entraînement mental

DOSSIER

**un art de penser
l'action**

L'entraînement mental, un
bagage méthodologique simple
et ouvert à une grande
diversité d'usages.

**insertion et
changement social**

Interrogation sur la pertinence
et les modalités d'utilisation de
l'entraînement mental dans le
cadre de la "formation
insertion".

**entraînement
mental et
autoformation**

Où comment favoriser
l'émergence d'un
comportement de "militant
culturel".

**entraînement
mental et
éducation
populaire**

Pour impulser et non plus subir
la transformation de la société,
et lutter contre les
conformismes, les préjugés,
les stéréotypes, l'ignorance.



DOSSIER

Actualité de l'entraînement mental

Introduction 3-4

Joffre Dumazedier

Un art de penser l'action 5

Evelyne Dupont-Lourdel

Détournement de méthode 6-8

Renée Hermann

**L'entraînement mental
et les aventures de la raison** 9-10

Jean-François Chosson

Insertion et changement social 10-12

Christine Simond

**Enjeux d'une formation
à l'entraînement mental** 13-14

Alain Fabre

Entraînement mental et autoformation 14-15

Guy Bonvalot

Entraînement mental et éducation populaire 16-18

Jean Gondonneau

Union Peuple et Culture • 108
rue Saint Maur • 75011 Paris
• t/ 01 49 29 42 80
• f/ 01 43 57 62 42 • e/
union@peuple-et-culture.org •
w/ <http://www.peuple-et-culture.org>

La Lettre de Peuple et Culture,
numéro 22 tiré à 2 600
exemplaires • Directeur de la
publication : Cécil Guitart •
Rédacteur en chef du dossier
"entraînement mental" : Jean
Gondonneau • Coordinatrices
du dossier "engagement" :
Catherine Bachellier et

Catherine Beaumont •
Secrétariat de rédaction et
maquette : Catherine
Beaumont • Conseillère de la
rédaction : Corinne Baudelot •
Conception graphique : atelier
jeudi • Impression :
Autographe, Paris 20^{ème} •
ISSN : 1259-2331

Un tiré à part rendant compte
d'un voyage d'étude à
Bamako, organisé par la
commission Culture, est joint
au numéro 22 de *La Lettre de
Peuple et Culture*.

Introduction, Joffre Dumazedier

d'abord n'oublions jamais que la méthode d'Entraînement Mental (MEM) n'est pas née pour favoriser le développement personnel. Des méthodes en tout genre abondent pour cette fin psychologique. Elle a été créée pour tenter de réduire la persistante inégalité dans l'accès aux savoirs savants entre les classes ou les catégories dominantes et ou catégories dominées, malgré tous les progrès démocratiques de la scolarité obligatoire depuis Jules Ferry. Avec l'aide d'équipes successives, j'ai cherché à mieux connaître dans les milieux populaires les conditions externes et internes du processus libérateur de cette inégalité chez des autodidactes inventifs en dehors des normes de la culture élitiste et de l'enseignement secondaire ou supérieur.

Ainsi a été construite peu à peu, par touches successives en marge d'une action sociale, une méthode capable d'améliorer la connaissance ordinaire par l'insertion de savoirs savants en chaque type de situation sociale dans le travail, les tâches familiales, les activités libérées pour plus de participation sociale ou plus d'expression de soi-même (loisir). La vraie culture disait Langevin part de la vie et retourne à la vie. Nous avons pu observer comment les autodidactes avaient l'art de faire émerger toute une réflexion créative, aux quatre niveaux majeurs de toute action sur la vie quotidienne :

- 1) pour mieux percevoir les situations-problèmes dégagées des représentations trop noires ou trop roses,
- 2) pour mieux expliquer les causes probables de ces situations au lieu de les interpréter selon l'affectivité ou l'idéologie,
- 3) pour mieux orienter une intervention sur

elles à la fois souhaitable et possible au lieu de s'égarer dans une utopie irréaliste ou de s'immobiliser dans un conservatisme impuissant,

4) enfin pour inventer une décision efficace maîtresse des contraintes et des ressources sociales au lieu de reproduire la routine.

Il nous restait à observer comment à ces quatre niveaux s'exercent des opérations qu'on pourrait nommer des logiques dialectiques, capables de discerner clairement les représentations de chaque niveau et les relations réciproques entre elles, tout en maîtrisant les débordements toujours menaçants de l'affectivité consciente ou inconsciente en tout genre. C'est de cette observation du processus autodidactique en situation qu'est née cette méthode socio-pédagogique de l'entraînement mental.

Cette observation et cette élaboration ont commencé à la fin des années 30 dans les collèges du travail du mouvement syndical, dans les veillées ou stages du mouvement laïc des auberges de jeunesse, où ouvriers et étudiants se réunissaient sac au dos dans la nature pour préparer ce que nous appelions avant le courant écologiste "la civilisation ajiste" (A. J. : Auberges de la Jeunesse).

J'habitais alors la banlieue est de Paris, à Noisy-le-Sec. J'avais gagné une bourse d'entrée en 6e au lycée. Mon instituteur M. Nef était un de ces "hussards noirs de la république". Il avait convaincu ma vaillante mère qu'elle devait payer des études à son brillant élève de fils malgré sa modeste condition de couturière brodeuse en chômage périodique, chargée de sa ●●●

●●● vieille mère, de ma sœur et de moi-même, et vivant des ressources d'une municipalité communiste et d'un couvent catholique, mon père maçon ayant été tué à Verdun quand j'avais un an.

Quand je suis arrivé au lycée Voltaire en 6^e, j'ai découvert que la quasi-totalité des élèves venaient d'un milieu tout autre que le mien. Aucun de mes copains, pourtant bons élèves de mon école primaire, n'était là. Ce fut un grand choc pour moi. C'est dès cet âge que je me suis juré de combattre toute ma vie pour plus de justice dans l'accès à la culture. A la fin de mes études de Lettres en français, latin et grec, j'ai décidé de m'orienter vers les sciences sociales afin de mieux connaître cette situation sociale qui me révoltait. La sociologie n'existait pas encore à la Sorbonne. Mais la linguistique y était déjà enseignée. J'ai terminé ce que l'on n'appelait pas encore DEA, mais le diplôme d'enseignement supérieur, sous la direction du professeur de sociolinguistique Vendryes par l'observation du processus d'accès aux idées abstraites en partant des images concrètes de la vie quotidienne. C'était pour moi un moyen d'approfondir l'amélioration de la langue ordinaire par des langages plus complexes. J'avais besoin de cette étude pour mieux comprendre le processus d'entraînement mental. J'obtins une note brillante. Malheureusement ce manuscrit et toutes ces notes ont été brûlés dans l'incendie du château des Vercors où je dirigeais l'action éducative clandestine des instructeurs des camps ouvriers du maquis. J'avais été condamné à mort par contumace par le tribunal de Lyon, et 400 nazis étaient venus, à minuit, croyant nous prendre. Ils ont tout détruit par le feu.

Parmi ce qui a pu être sauvé figure le travail d'élaboration de la méthode d'entraî-

nement mental réalisé avec Bénigno Cacérès, charpentier autodidacte.

J'ai rencontré Bénigno pour la première fois au château Boyart près de Grenoble, où logea jusqu'à sa dissolution par Vichy l'école nationale des cadres d'Uriage. Bénigno a tout de suite, dès 1942, été associé aux stages d'éducation ouvrière dont j'avais la charge à l'école d'Uriage. Il s'en est suivi un long travail d'exercice avec lui sur les composantes de la méthode. B. Cacérès a raconté avec humour ces séances d'exercices dans son livre *Le président*. J'y renvoie les curieux.

Ainsi la méthode (M.E.M) a été l'œuvre d'équipes successives, des collèges de travail et des auberges de jeunesse, d'une fraction de l'école nationale des cadres d'Uriage officielle puis résistante clandestine, du mouvement Peuple et Culture créée à la Libération avec une majorité de résistants étrangers à l'école d'Uriage (Paul Lengrand), de dissidents de Peuple et Culture (La Talvère), du comité d'étude du loisir et des modèles culturels du CNRS, enfin jusqu'à aujourd'hui de nombreux étudiants passionnés d'éducation populaire dans les universités où j'ai enseigné, où j'ai été lu.

Ce dossier montre toute la diversité d'interprétation de la méthode. Cette diversité aurait été plus grande encore si ce numéro avait pu intégrer les contributions de Nadine Hervé-Blanche, Pierre Davreux, Charlotte Herfray ou Gérard Buisine (etc.). La MEM doit se renouveler sans cesse selon l'évolution des situations pédagogiques. Mais, trop ouverte aux idéologies séductrices ou aux variations des modes pédagogiques, elle risque des "détournements" fréquents qui peuvent faire d'elle une sorte d'arlequin pédagogique. Attention !

Un art de penser l'action

Imaginé à partir de 1936 par Joffre Dumazedier et ses compagnons, l'entraînement mental est un "art de penser" qui s'est élaboré au sein de Peuple et Culture. Depuis, porté par de nombreux militants culturels, il a été expérimenté, enrichi, partagé et a fait l'objet de débats passionnés et argumentés en rapport direct avec l'évolution du contexte historique et des pratiques sociales.

dans cette déjà longue histoire et du fait de la diversité des acteurs ainsi engagés, l'entraînement mental est à la fois un et pluriel. Il est un parce que sa trame reste simple, vivace, engagée pour l'accès de tous au savoir. A l'origine, il s'agit d'une rencontre d'hommes et de femmes de milieux différents qui, entendant transformer leur situation plutôt que de la subir, expriment leurs points de vue, débattent, questionnent le quotidien, exercent leur raison pour imaginer des manières d'être et d'agir en se fondant sur une commune compréhension mais aussi sur des principes et des buts partagés. L'entraînement mental est cette trame simple qui permet de prendre en compte et de s'enrichir de notre diversité pour agir, sans se perdre dans des spéculations sans fin. C'est

pourquoi il s'agit d'un art, d'une manière, voire d'un bricolage de la pensée. C'est pourquoi il est passionnant de s'y exercer. C'est pourquoi le bagage méthodologique initial de l'entraînement mental est simple, rustique, et ouvert à une grande diversité d'usages.

Il est pluriel parce que chacun de ceux qui se passionnent pour cet art le remodèle, se

l'approprie en l'intégrant dans la dynamique de ses projets. Parce qu'il est simple et souple, il devient praticable d'oser se situer dans la complexité des temps modernes, de confronter l'expérience des uns à l'expertise des autres - et réciproquement !

Les usages sociaux de cet art se sont diversifiés, dans l'éducation populaire, la militance culturelle, la formation professionnelle, l'éducation permanente, l'autoformation... En somme, il peut contribuer, sans exclusive, à étayer l'ensemble des conduites de projets.

L'entraînement mental, parce qu'il est une pensée rigoureuse de l'action par la production collective de savoirs et la quête du sens des devenirs qui nous agitent, suscite un intérêt renouvelé et fait l'objet de maintes initiatives.

Evelyne Dupont-Lourdel

Stage : entraînement mental, formation méthodologique générale

Formation conçue pour toute personne confrontée dans sa vie quotidienne à des problèmes de conception, de mise en œuvre, d'évaluation de projets de vie personnels et/ou professionnels.

Objectifs :

• découvrir, en situation de formation, la méthode de l'entraînement mental : histoire, actualité et enjeux ;

• s'entraîner à raisonner dans différentes circonstances de la vie sociale et/ou professionnelle et à construire, en lien avec les projets des participants, une démarche à la fois logique, dialectique et éthique.

Dates : En discontinu : 25/01 ; 26/01 ; 8/02 ; 22/02 ; 23/02 ; 1/03/2000.

Organisation : Peuple et Culture Haute-Normandie.

Encadrement : Jean Gondonneau et Benjamin Le Bras.

Détournement de méthode

Récit d'un détournement de méthode dont l'aveu a été fait lors d'une Université d'été, en présence du fondateur de ladite méthode sans qu'il s'en offusque outre mesure - mais sans que cela signifie pour autant une caution scientifique aux pratiques décrites.

L s'agit d'un détournement, parce que l'entraînement mental n'a pas été conçu pour le cadre scolaire mais, au contraire, pour des adultes qui n'avaient pas été initiés par l'école au maniement de la réflexion abstraite.

Joffre Dumazedier, le sociologue de *Vers une civilisation du loisir ?*, cherchait à rendre la rigueur de la pensée scientifique accessible à travers une démarche simple, appuyée sur l'expérience de chacun. Et c'est dans le maquis du Vercors, où il y avait une urgence vitale à "penser pour agir" qu'il a expérimenté sa méthode, baptisée d'après Valéry, et devenue la base de la formation dans le mouvement Peuple et Culture, comme le rappelait Marguerite Rochette dans l'un des premiers numéros du *Français aujourd'hui*.

Public différent, donc, objets différents aussi - comment "partir de l'expérience" dans les exercices proposés en français ? -, et conditions institutionnelles incompatibles : l'entraînement mental se pra-

tique en groupes qui n'ont rien à voir avec la taille d'une classe, et suppose une démarche personnelle et volontaire de formation...

A ces réserves près, il m'a semblé que certaines pratiques de cette méthode, modestement qualifiée par son auteur de "simplification du travail intellectuel", pouvaient être transposées dans les travaux visant à exprimer et organiser la réflexion.

Quels sont les faits ?

La première étape consiste à bien voir ce dont on parle : objets, faits, situations auxquelles on est confronté. Et pour cela une formule simple - elle tient en six verbes -, et sûre - puisqu'elle est tirée de l'observation du développement cognitif de l'enfant, d'après les travaux de Piaget et Wallon. Six verbes : énumérer, décrire, comparer, distinguer, classer, définir, dont les quatre premiers sont sans mystère mais qui permettent de découvrir soi-même, avec plus de précision qu'en recopiant la définition toute faite

du premier Petit Larousse venu, ce que c'est qu'un manuel de littérature, une œuvre littéraire, une étude critique ; et, plus tard, le romantisme, l'œuvre d'art, la liberté..., toutes notions assez peu propices à une réflexion personnelle des élèves. Objectif atteint quand le Candide de service s'exclame : "Mais alors, il y aura 36 définitions différentes !". Eh oui, pas de définition idéale, mais des conventions par lesquelles on se met d'accord pour travailler ensemble, et auxquelles chacun peut apporter sa contribution.

Une fois établie la nécessité de la définition et sa pratique, l'observation s'élargit à la complexité des faits, et d'abord au tri qui s'impose entre les faits proprement dits et les opinions qui s'expriment à leur sujet.

La revue de presse est un exercice idéal à ce stade, particulièrement quand elle peut porter sur un sujet "branché". Les exploits des taggers, l'an dernier, ont fourni matière à des distinctions fort intéressantes quand il s'agissait de chercher quels étaient exactement le coût du nettoyage et le rôle du ministre de la Culture dans la prolifération des tags. Cette recherche met aussi en lumière le rôle de la métaphore dans l'expression de l'opinion : des formules comme les

1 - Seuil,
1972.

Distinguer faits
et opinions,
contrairement à
une... opinion
assez répandue,
est une
entreprise assez
ardue, qui
entraîne au
doute
philosophique et
à la recherche
de l'objectivité

"commandos de taggeurs" ou les "taggeurs qui dégainent plus vite que leur ombre" ne frappent pas seulement par leur pittoresque, elles sont aussi des indices de l'opinion de l'émetteur, et préparent le terrain pour la recherche des indices de la présence du narrateur dans le récit.

Distinguer faits et opinions, contrairement à une... opinion assez répandue, est une entreprise assez ardue, qui entraîne au doute philosophique et à la recherche de l'objectivité, d'autant plus qu'elle débouche sur une deuxième distinction tout aussi essentielle, celle des aspects et points de vue.

Là encore, la revue de presse est l'outil idéal : les opinions sur les tags et leurs auteurs correspondent clairement à des points de vue, qu'il s'agisse du directeur de la RATP, du journaliste du *Figaro* ou du *Monde*, du retraité du 16^{ème} ou de l'éducateur. Et ces points de vue sur le fait sont faciles à distinguer des aspects du fait : aspect pratique du nettoyage, aspect économique, aspect sociologique du mode d'expression d'un groupe, aspect psychologique de la provocation jeune, aspect historique qui amène à resituer dans le temps et dans l'espace ce phénomène venu des USA au début des années 80, aspect esthétique, quoi qu'en disent les qualificatifs

de "barbouillage immonde" ou "d'art-souilleurs".

La projection de "Citizen Kane" est aussi un remarquable outil pour la découverte des points de vue : ni le juriste-tuteur, ni les collaborateurs qui ont partagé l'aventure journalistique, ni les femmes, ni le journaliste enquêteur, qui reconstituent chacun à sa manière une facette de la personnalité de Kane, n'auront l'explication du mystère final - le rêve d'enfant brisé par la richesse.

Dérouler ce fil conducteur de la recherche des aspects et des points de vue est une piste pratique pour l'"exploration du champ argumentatif" de discussion, pour reprendre le vocabulaire de *Techniques du Français* (Boissinot-Lasserre, chez Bertrand

Lacoste). Ce manuel propose d'ailleurs des démarches de "recherche d'analogies et de différences, d'élargissement à des catégories plus générales", de "recherche d'aspects et d'angles d'attaque multiples" conduisant à la définition et aux "opérations de mise en relation" (opinions - aspects - points de vue) telles que les pose l'entraînement mental.

Quels sont les problèmes ?

Enfin, couronnement de cette exploration de la complexité des faits, et caractéristique de l'entraînement mental par rapport à d'autres méthodes de réflexion analogues, intervient la mise en problème, autrement dit le repérage des contradictions entre les points de vue, entre des aspects et des points de vue. Pour reprendre le phénomène des tags, entre le besoin d'expression des jeunes exclus des banlieues, et le souci de ménager les fonds publics de la RATP, il y a "comme un problème" auquel on pourrait être tenté de réagir par des solutions-réflexes, nées de points de vue sans nuance : "Yaka les mettre en prison, ces voyous". Avoir "fait le tour" des points de vue permet de faire celui des problèmes - et rend plus difficile ce ●●●

●●● type de solution simpliste.

Mais surtout, cela permet de prendre de la distance par rapport aux faits, et de passer à une étape plus complexe : celle qui consiste à comprendre avant d'agir, en s'interrogeant sur les causes des phénomènes observés - et leurs conséquences, leur signification. La parole est alors aux discours spécialisés des différentes sciences, qu'il paraît bien ambitieux de mobiliser pour argumenter en seconde et en première. Mais après tout, comment veut-on que l'on réfléchisse à 16 ans aux "moyens d'assurer l'accueil des gens du voyage", ou à l'actualité d'une analyse de la "guerre des générations" (Strasbourg, 1992) autrement qu'à coup de lieux communs ou d'affirmations gratuites, sinon en faisant prendre conscience des res-

sources offertes par les différents savoirs ?

Pas question, bien sûr, de développer ces références ; mais qu'au moins leur place soit indiquée dans la démarche, c'est ce que permet un exercice de "remise en ordre" assez efficace pour faire prendre conscience des relations logiques entre les faits.

Il s'agit d'une histoire de guêpes et d'œilletts racontée par André Maurois, qui permet de repérer les étapes de la pensée scientifique, de l'observation du fait à la loi, en passant par la recherche des causes, l'hypothèse, la vérification, la contre-épreuve. Qu'est-ce qui permet de comprendre pourquoi les guêpes sont attirées par les œilletts ? Le discours des biologistes et des chimistes voit sa place indiquée dans la démarche globale sans qu'il soit besoin de le détailler, com-

me pour d'autres sujets s'imposera le moment du recours à celui des psychologues, sociologues, moralistes...

S'arrêter et réfléchir

Il s'agit ici non pas de transformer nos modestes discussions en compilations pseudo-scientifiques, mais de fournir aux élèves une démarche qui les aide à voir plus clair dans les implications des propos soumis à leur réflexion. Et de susciter, dans le meilleur des cas, le désir, "pour en savoir plus", d'aller chercher leur bien dans un domaine du savoir qu'ils auront réussi à situer eux-mêmes.

Qu'on ne juge pas l'entraînement mental lui-même à ces adaptations passablement balbutiantes ; à qui le découvre superficiellement, il peut donner l'impression d'une décevante évidence. Pratiqué systématiquement, comme l'"éducation réfléchie des réflexes" que Valéry souhaitait transposer de l'entraînement sportif à la formation intellectuelle, et surtout pratiqué en groupe comme l'exige la confrontation des points de vue, il se révèle d'une surprenante fécondité. Même si sa place à l'école peut paraître surtout indiquée là où il s'agit d'animation de groupes (des expériences de formation de délégués en témoignent), il peut contribuer à faire découvrir le plaisir de la recherche : "on s'arrête, on réfléchit et c'est pas triste".

Renée Hermann 

Stage : entraînement mental 1^{er} degré

L'entraînement mental propose des repères permettant de réconcilier créativité intellectuelle, développement personnel et responsabilité sociale.

Objectifs :

La formation méthodologique proposée se développe dans le triangle suivant :

- l'articulation logique, dans le raisonnement, de petites opérations mentales indispensables à l'organisation pratique de la pensée couplée à l'action ;
- l'approche dialectique des incertitudes, des ambivalences, des oppositions, des contradictions sur lesquelles bute l'impatient de cohérence, de maîtrise, de consensus ;
- la délibération éthique, enfin, à saine distance du jugement moraliste, pour affronter la question du sens, de la valeur et donc de la responsabilité.

Dates : du 20 au 24/03/2000.

Organisation : Rassadj Nord-Pas de Calais (réseau régional pour l'accès au droit) : 02 32 83 25 70, en coopération avec Rhizomes et Réagir.

Encadrement : Pierre Davreux et Dominique Cresson.

Stage : 2^{ème} degré

Celui-ci n'est pas un apport de niveau supérieur mais un entraînement enraciné dans la pratique de chacun après le stage 1^{er} degré, et permettant d'acquérir une agilité intellectuelle et de rire de soi.

Dates : du 21 au 25/02/2000.

Organisation : Crefad (Clermont-Ferrand) : 04 73 31 50 45.

Encadrement : Xavier Lucien et Christian Lamy.

L'entraînement mental et les aventures de la raison

A la fin de la guerre, en 1945, la méthode de l'entraînement mental était une réponse à l'obsédante interpellation de Goya "Le sommeil de la raison enfante des monstres...". Il s'agissait de proposer une méthodologie simple et efficace permettant aux militants d'acquérir des structures intellectuelles favorisant l'autoformation et l'autonomie dans les décisions en relation avec les forces sociales organisées. L'avènement du nazisme dans un des pays les plus cultivés et le déchaînement des forces obscures du subconscient durant les "années barbares" posaient la question fondamentale : comment populariser l'esprit scientifique expérimental afin d'éviter le retour des idéologies et des passions mortifères ? L'éducation populaire devait s'enraciner dans l'analyse critique de la vie quotidienne pour dégager des perspectives d'actions solidaires - "La culture part de la vie et retourne à la vie... La culture, il faut la vivre ensemble pour la créer..." (Dumazedier). Les premiers écrits témoignent de cette volonté d'analyse empirique et d'actions en fonction de finalités mobilisatrices !... Une première polémique apparaît dans les années 50, lorsque la sociologie est introduite dans les universités.

Désormais le sociologue professionnel, titulaire de la "parole savante", revendique la capacité à construire des problématiques en fonction d'un cadre conceptuel. Pour lui, il existe une rupture épistémologique entre le concret vécu et le concret pensé. Certains vont même jusqu'à assurer qu'il convient de se méfier de la sociologie spontanée qui ne peut qu'être influencée par des stéréotypes culturels issus de la classe dominante. Pire encore : l'acteur social ne sait pas qu'il ne saura jamais... Mais les entraîneurs mentaux construisent impavides leur itinéraire, assumant leur destin en estimant qu'il existe une voie médiane entre les partisans de la parole donnée par la communauté savante et ceux de la parole conquise par les masses populaires.

Libération de la parole

... Le mois de mai 68 remet tout en question. La libération de la parole conduit à la condamnation d'un progrès colonisateur du Tiers-Monde, destructeur des équilibres planétaires, creuset des inégalités... et par-delà, d'un rationalisme ignorant des langages, des symboles, des croyances collectives fondatrices des communautés qui ont su trouver les routes de la solidarité

et de leur relation au monde. "La raison c'est la torture...", déclare Michel Foucault. Désormais l'éducation populaire a certes toujours pour mission d'éclairer la complexité des situations sociales mais également de reconnaître "les différents chemins pour aller au ciel" comme disent les protestants anglais : la rationalité scientifique

n'est qu'une voie, parmi d'autres, pour accéder à la vérité.

Par ailleurs les marxistes entament le combat contre les "colonisateurs" de la pensée qui ignorent les contradictions en prônant la direction par les objectifs dans les organisations en fonction des finalités d'une société

industrielle lancée à bride abattue sur la voie d'un progrès désormais illimité dans le temps et dans l'espace. Avec les années de crise, les 42 méthodes dites "d'éducabilité cognitive" envahissent le nouveau marché, peu rémunérateur, mais hélas en expansion, des publics en quête d'insertion économique. L'entraînement mental "apporte sa contribution ●●●

*Comment
populariser l'esprit
scientifique
expérimental
afin d'éviter le
retour des
idéologies et des
passions
mortifères ?*

●●● en restant fidèle à l'idéal de l'éducation populaire : une méthodologie facilement transmissible et exprimée dans un langage accessible à la communauté des citoyens par des experts militants¹ !

Et, aujourd'hui, le débat est vif entre, d'une part, les partisans d'un entraînement méthodique à l'exercice de la raison par la maîtrise des opérations mentales de base et, d'autre part, ceux qui mettent l'accent sur une vérité scientifique qui ne saurait s'abstraire des groupes qui la portent. A ce titre, l'apport récent de la sociologie de la traduction issue des travaux de Michel Serres peut permettre une formalisation du débat en caractérisant 4 étapes :

- la problématisation : comment traduire les énoncés scientifiques pour qu'ils puissent être problématisés en intégrant le savoir social des acteurs ?
 - l'intéressement : comment déterminer des objectifs mobilisateurs affectifs et intellectuels pour mobiliser les acteurs ?
 - l'enrôlement : comment établir des liens organisationnels qui soient suffisamment fermes et, dans le même temps, évolutifs en fonction des aléas de l'action ?
 - la mobilisation des alliés : comment programmer l'action et évaluer les résultats en "traduisant" le langage scientifique en fonction des représentations, des langages, des expressions symboliques des groupes sociaux ?
- Amis entraîneurs mentaux, ouvrons le débat sur la sociologie de la traduction !

Jean-François Chosson

1 - Michel Callon, La science et ses réseaux : genèse et circulation des faits scientifiques, La Découverte, 1988.

Insertion et changement social

L'entraînement mental est d'abord et avant tout une méthode d'éducation populaire. C'est donc à partir de la volonté de rester fidèle aux idéaux de ce mouvement qu'il faut s'interroger sur la pertinence et les modalités de son utilisation dans le cadre de ce que l'on dénomme aujourd'hui la "formation-insertion".

L'objectif de l'éducation populaire est de lutter pour la justice sociale et culturelle. La méthode d'entraînement mental a été conçue pour permettre à ceux qui n'avaient pas eu la chance de suivre une scolarité longue, de développer leurs capacités d'accès aux savoirs et aux biens culturels. Il s'agissait de leur fournir des armes pour qu'ils puissent eux aussi accéder aux responsabilités et à la culture.

L'investissement de cette éthique sociale sur le terrain de l'insertion est loin d'être de soi. Les organismes de formation qui interviennent dans le champ de l'insertion doivent se positionner en réponse à la commande publique, telle qu'elle s'affiche dans les cahiers des charges, appels d'offre et autres référentiels. Celle-ci propose une conception de l'insertion et affiche des objectifs qui sont en contradiction complète avec la

conception de la formation dans laquelle s'inscrit l'entraînement mental. Les objectifs de promotion sociale et culturelle ont été relégués aux oubliettes, et la priorité absolue y est donnée à l'insertion professionnelle.

Idéologie du discours sur l'insertion

Il me semble essentiel de prendre garde au fait que s'il entre dans une logique d'adaptation à ces nouvelles demandes, l'entraînement mental risque fort d'y perdre son âme, voire de contribuer activement à la mise en œuvre des mécanismes de production de l'exclusion. Ce n'est qu'à partir d'une analyse critique de la fonction idéologique du discours sur l'insertion qu'il peut, dans le contexte actuel, continuer à défendre ses valeurs fondatrices. Dans la logique du discours dominant sur l'insertion, le

mot d'ordre est à la production ou à la restauration de "l'employabilité". Si certaines personnes ne trouvent pas d'emploi c'est parce qu'elles présentent, nous dit-on, un défaut d'adaptation à un marché du travail qui devient de plus en plus exigeant. Elles doivent donc se prendre en charge, car chacun est responsable de son employabilité. Il est demandé à la formation de mettre en place des dispositifs permettant à ces personnes de s'atteler à acquérir les compétences indispensables à leur intégration sur le marché du travail. De façon symptomatique un glissement s'est opéré quant à la définition même des compétences à acquérir. Il ne s'agit plus de qualifications professionnelles mais de compétences "transversales", de "savoir-être".

Si elle ne renonce pas radicalement à ce modèle de la compétence, la formation se renie elle-même pour n'être plus qu'une forme parmi d'autres de traitement social de l'exclusion.

L'employabilité implique en effet une posture, celle de se plier. Parce qu'elle nie le dysfonctionnement social à l'origine de l'exclusion et impute à la personne la seule responsabilité de sa non-intégration dans l'emploi, par un double mouvement de "psychologisa-

Il faut reconnaître qu'on ne peut pas lutter efficacement contre l'exclusion sans transformer radicalement les modes de fonctionnement sociaux

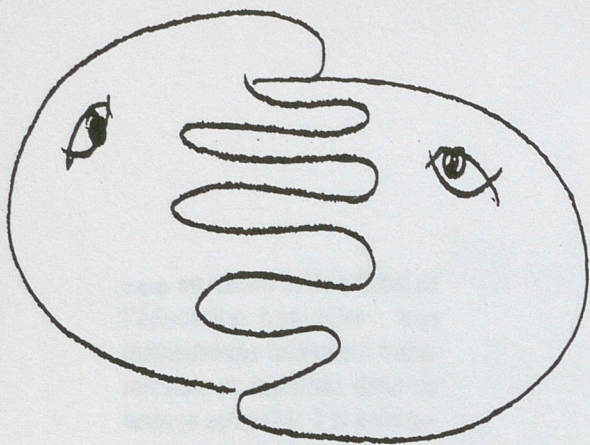
tion de ce qui relève du social et de réification de ce qui relève du sujet", elle tend à assujettir les personnes en leur intimant finalement de s'accommoder de la place qui leur a été socialement et institutionnellement assignée. Comment s'étonner dès lors des phénomènes de psychiatisation des situations de chômage de longue durée et de marginalisation des jeunes exclus durablement du marché du travail. Une culpabilisation croissante des personnes résulte du lien entre

individualisation, modèle de la compétence et état dramatique du marché de l'emploi ; coupable de n'avoir pas le "niveau", le "profil" ou la "personnalité" requis, l'individu est renvoyé à lui-même.

Il s'agit, dans un tel contexte, de promouvoir un entraînement mental qui ne se résume pas à un entraînement à un mode de pensée selon une démarche mentale posée comme modèle a priori, susceptible de former des comportements adaptés à des buts sociaux ou professionnels précis. L'entraînement mental ne peut être un moyen de lutter contre ce processus d'exclusion qui est en œuvre au cœur même de la commande d'insertion, qu'à la condition de s'inscrire concrètement dans une dimension éthique et politique.

Insertion individuelle et transformation collective

Il faut accepter le désenchantement, reconnaître qu'on ne peut pas lutter efficacement contre l'exclusion sans transformer radicalement les modes de fonctionnement sociaux, qu'on ne peut pas séparer insertion individuelle et transformation collective. L'insertion est un combat qui implique la remise en cause fondamentale de cer- ●●●



... tains fonctionnements sociaux. Il est donc nécessaire d'aller jusqu'au bout de nos propres interrogations critiques pour pouvoir collaborer au développement de la fonction critique chez les personnes qui entrent en formation, en faisant le pari que cela peut retentir à d'autres niveaux, sur l'évolution politique et le changement social. C'est le seul moyen de mettre aujourd'hui en acte les idéaux qui ont toujours été ceux de l'entraînement mental : tenter encore de donner à chacun les moyens de sa liberté, de son autonomie, la maîtrise de son existence, concourir à l'autonomie des personnes dans la maîtrise des situations à affronter, accroître la capacité de chacun à atteindre une compréhension critique de son environnement et travailler au développement de la capacité à faire et à agir en situation.

Parce qu'il y a au cœur même de sa démarche le projet d'émancipation sociale, l'entraînement mental est à même, sous certaines conditions, de servir de tels objectifs. Les personnes qui intègrent les dispositifs de formation-insertion ont souvent comme unique demande la résolution de leur problème immédiat d'accès à l'emploi mais elles arrivent avec des interrogations sociales fondamentales. C'est en partant de celles-ci que la démarche de

l'entraînement mental peut leur permettre d'accéder à plus d'autonomie. Développer l'autonomie, c'est le respect de la dignité et donc la voie ouverte à l'insertion entendue comme qualification sociale. L'autonomie implique les capacités de choisir, de décider et d'agir qui supposent celles de poser un problème, d'analyser une situation, d'en identifier les contraintes, de formuler des hypothèses de résolution et de les évaluer. Pour que cet apprentissage à la qualification sociale puisse concrètement exister, il faut partir des intérêts sociaux des personnes en formation. S'attacher à décrypter avec elles des situations concrètes qui leur posent problème et sur lesquelles elles aspirent à intervenir. Ces situations réelles seront ensuite des lieux réels de mise à l'épreuve des réflexions théoriques opérées à leur propos.

Le savoir, instrument d'émancipation

Le meilleur moyen d'aider les personnes dans leur action sur les réalités de leur vie quotidienne est, dans un premier temps, de leur permettre de poser des questions à la situation de formation elle-même, dans laquelle elles sont toutes engagées. Sur cette situation vécue en commun, de formation-insertion, le groupe va pouvoir, avec l'aide du formateur, s'entraîner à élucider les déterminations d'une situation réelle et à construire des réponses appropriées. Chacun pourra,

parce que la situation de départ est collective et vécue en temps réel, apporter ses propres représentations, les confronter à celles des autres et les étudier avec eux, procéder à l'analyse des déterminations de ces représentations et s'engager dans leur reconstruction en appliquant sur ce concret les théories susceptibles d'en rendre compte. Considérée au sein de toutes ses connexions, étudiée dans toutes ses contradictions, replacée dans le cadre des règles et lois générales qui la régissent, la situation elle-même de formation peut devenir effectivement émancipatrice en ce qu'elle peut permettre à chacun d'accéder à une connaissance plus approfondie du réel et contribuer par là-même à le modifier. Ayant acquis l'habitude de questionner le référentiel de cette situation, les personnes deviennent capables de le faire vis-à-vis du référentiel de leur vie quotidienne, sociale et professionnelle. Le savoir abstrait et théorique devient ainsi libérateur à partir du moment où il est inclus dans la formation en étant lié aux tâches concrètes et aux rôles réels des personnes en formation. C'est à cette seule condition que le savoir, conçu comme appropriation du réel par la connaissance, devient instrument d'émancipation, arme et pouvoir, entendu comme "possibilité sociale d'agir", et que la formation peut avoir des effets, en actes réels dans la vie quotidienne, allant dans le sens du changement social.

Christine Simond

Enjeux d'une formation à l'entraînement mental

L'entraînement mental se situe dans le champ des méthodes culturalistes ; ainsi se démarque-t-il des modèles de rationalisation du courant fonctionnaliste américain. Malgré sa réduction toujours possible à une simple technique par ceux qui l'utilisent, il n'est pas équivalent aux autres méthodes qui font l'impasse sur le "fait que l'humain est au premier chef un être de désir", qui mettent entre parenthèses "la pluralité des discours théoriques et éthiques".

dans le cheminement, une méthode de l'entraînement mental propose à la pensée. Il y a un regard différent sur la question des objectifs à définir, des finalités à poursuivre, des principes qui donnent sens à nos actes, des théories et des valeurs qui servent de références à nos choix et à nos investissements.

L'entraînement mental dans sa pratique a pour visée l'initiation à une culture épistémologique par le moyen du questionnement et de l'échange nécessaires à sa mise en œuvre. Le choix d'une méthode qui suscite l'esprit critique et la pensée autonome est pertinent dans la mesure où celle-ci ne se transforme pas en un outil prêt à l'emploi car il ne s'agit pas d'un savoir-faire modèle à transmettre dans le cadre d'un ensei-

gnement, mais d'une pratique et d'un entraînement volontaires à la "vigilance méthodologique" dans laquelle s'inscrit nécessairement une part de la subjectivité de chacun.

Si l'idée de cheminement caractérise bien l'entraînement mental, la spécificité de celui-ci tient pour l'essentiel à la place accordée à la parole de chacun dans un échange médiatisé par les ressources qu'offre cette méthode. La transmission essentiellement orale de l'entraînement mental explique la difficulté de rendre compte de sa pratique sans la modéliser ou la réduire à une technique qu'il suffirait simplement d'appliquer.

Le recours à l'entraînement mental comme méthode d'analyse de situations complexes renvoyant à un ensemble de faits et de discours se fonde sur une double exigence : une

éthique sociale de l'échange marquée par l'attention portée à autrui dans un souci de co-formation, et une éthique du désir posant la question du sens pour un sujet singulier. Ainsi l'entraînement mental en tant qu'il favorise le développement d'une véritable culture épistémologique trouve-t-il de multiples résonances en chacune des personnes qui s'engagent dans ce large mouvement d'élaboration qui met en place une autre approche du savoir et de la connaissance constituant bien plus qu'une simple démarche méthodique, "un entraînement au raisonnement logique, à la pensée dialectique et à la délibération éthique".

Hors des sentiers battus

L'entraînement mental nous invite à travailler la question des représentations, de manière à situer les catégories d'entendement dont chacun est habité, fût-ce à son insu. C'est l'enjeu essentiel d'une méthode qui permet à chacun de faire cheminer sa pensée hors des sentiers battus, avec l'ambition de promouvoir une position critique par rapport aux idées reçues, aux préjugés et aux stéréotypes. Cependant, l'entraînement mental défini comme une démarche de questionnement ne saurait devenir une méthode de ●●●

1 - Extraits de la conférence de Charlotte Herfray dans le cadre de la journée du 25 avril 1997 : "Quelles méthodes pour l'éducation populaire ?", Université hors les murs, Strasbourg.
2 - Pierre Davreux, 2^{èmes} rencontres de l'entraînement mental, Châtenay-Malabry, septembre 1995.

... conciliation car on ne peut, sans y perdre son chemin, concilier toutes les références théoriques. Ce travail d'exploration nous oblige à reconnaître les limites des discours théoriques pris en considération dans l'analyse d'une situation et à nommer notre "maison épistémologique". Ainsi la désaliénation du sujet est-elle une des finalités permettant de définir l'entraînement mental comme "une éthique de résistance culturelle" aux discours dominants. L'initiation aux interrogations épistémologiques que constitue l'apport de l'entraînement mental auprès d'un public adulte travaillant dans des institutions à visées éducatives s'appuie sur la richesse et la diversité d'un matériel proposé par les participants à des ateliers. Ainsi chacun peut intervenir en référence à la méthode qui s'articule autour du récit qui est fait des difficultés rencontrées dans ces institutions. La pratique des ateliers d'entraînement mental inaugurés en septembre 1997 dans le cadre du Service Jeunesse/Education Populaire de la Ville de Strasbourg a permis à de nombreux participants d'entrer dans le vif du sujet afin de "cultiver cette sensibilité méthodologique permettant de relever le défi du passage à la parole", une parole plus libre d'elle-même et soucieuse de ne pas trahir l'exactitude des faits. Parallèlement depuis 1984, des stages sont organisés chaque année pour le personnel de l'Education Nationale et proposent à travers l'entraînement mental des repères méthodologiques pour mener des analyses de situations complexes.

Alain Fabre

3 - "La formation d'adultes : pratiques et théories à partir d'une méthode, l'entraînement mental".

Entraînement mental

L'école n'est pas et n'a jamais été le seul lieu, ni le seul moyen de formation ! Certes la prolongation de la scolarité s'est imposée non seulement en France mais dans la plupart des pays du monde. Elle a révolutionné nos habitudes de pensée. L'école secondaire s'est démocratisée dans des proportions inimaginables au début du siècle. L'université même est devenue accessible à des populations qui en étaient, hier, quasiment exclues. Il y a encore beaucoup à faire en ce domaine mais les progrès sont d'ores et déjà considérables. Ces succès ne doivent pas faire oublier cependant que, par définition, la formation permanente (life-long learning) doit se poursuivre au-delà de la formation initiale, en dehors des situations scolaires c'est-à-dire dans les situations de la vie courante.

Se nourrir de l'expérience vécue

C'est pourquoi la nécessité s'est fait sentir, autant aux praticiens qu'aux chercheurs en sciences de l'éducation, de trouver un autre mode de formation que celui qui prévaut à l'école. On a alors appelé celui-ci "l'hétéroformation" pour l'opposer à un autre mode de formation mieux

adapté à la formation permanente : l'autoformation. Dans le premier cas on se forme selon un modèle proposé par le "maître". Dans le second cas on se forme soi-même.

Une formation permanente ne peut être de type hétéro pour une raison évidente : ayant quitté sa famille et l'école l'individu n'a plus, la plupart du temps, de "maître" qui puisse diriger sa formation. Par contre, elle peut être de type auto. Ce type de formation se nourrit en effet essentiellement de l'expérience vécue. Or l'adulte vit continuellement des expériences à partir desquelles il peut s'autoformer. Ce n'est donc pas un hasard si, avec l'extension de la formation permanente, le mot d'autoformation a pris, au cours des années 80, une nouvelle actualité. Certes, il existe, aujourd'hui comme hier, des individus qui s'autoforment. Mais ils le font, la plupart du temps, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose : sans le savoir. Quant aux autres (ils sont probablement la majorité), il n'ont même pas conscience de pouvoir se former ainsi et n'utilisent pas les possibilités qu'ils auraient de le faire. Or le besoin d'autoformation s'est généralisé. Il faut donc essayer de surmonter les obstacles qui empêchent de répondre à ce besoin. Ces obstacles sont de plusieurs types.

et autoformation

D'abord l'autoformation n'a pas de visibilité. Tout se passe comme s'il n'existait pas d'autre type de formation que l'hétéroformation.

L'omniprésence du modèle scolaire et des diplômes concrétisant l'hétéroformation explique ce phénomène. Pour surmonter cette difficulté, il convient d'abord de nommer ce type de formation et de dire en quoi il consiste.

Conjuguer production et réflexion

La deuxième raison pour laquelle l'autoformation a du mal à se répandre, c'est que, comme l'hétéroformation, elle exige du temps et des efforts. Des périodes bien délimitées sont consacrées à l'hétéroformation pendant lesquelles les élèves et les étudiants apprennent ce qui leur est enseigné. L'autoformation étant plus diffuse ne dispose pas des mêmes atouts. Ne pourrait-on prendre le temps de la réflexion et de la discussion avant, pendant et après l'expérience de manière à conjuguer production et formation au lieu de séparer ces deux activités. La troisième raison c'est que les situations de la vie quotidienne ne sont pas toujours propices à une démarche d'autoformation qui suppose un développement de la réflexion critique. Or "la participation

Le développement de l'autoformation passe donc par un effort de recherche, par un aménagement des emplois du temps, par la création d'un climat adéquat dans les groupes et les organisations

libre et entière au dialogue critique exige évidemment un climat de liberté, de pratique démocratique, d'égalité et de réciprocité. Elle implique également un minimum raisonnable de sécurité, l'acceptation des autres avec leurs points de vue différents et le désir d'une certaine coopération sociale" (Mezirow). Ces conditions ne sont pas toujours réunies. Le développement de l'autoformation passe donc par un effort de recherche, par un aménagement des emplois du temps, par la création d'un climat adéquat dans les groupes et les

organisations. Mais il passe aussi par un entraînement des agents sociaux à l'autoformation. C'est ici que l'entraînement mental s'avère précieux.

Dans les stages d'entraînement mental le groupe travaille sur des situations de la vie courante, avec un animateur et selon une méthode simple et rigoureuse. Le respect de celle-ci favorise le développement d'un processus d'autoformation critique, individuelle et collective. L'homme est un être social. Il est formé par la société à travers la classe sociale, les organisations, les groupes auxquels il appartient. Il n'empêche qu'il conserve la possibilité de questionnement, de réflexion critique par rapport à ce qui constitue son milieu. Il peut en être un des éléments actifs qui contribuent à le faire évoluer. Encore faut-il qu'il ait la capacité et la volonté de résister à ce qui ne lui convient pas, de penser par lui-même et d'agir selon ses convictions. C'est à cela que l'entraînement la méthode et le groupe d'entraînement mental. Ainsi "entraîné", l'agent social pourra contribuer à créer dans sa famille, son quartier, sa ville, dans les groupes et les associations auxquels il participera, un climat favorable à l'autoformation. Il se comportera alors en véritable "militant culturel".

Guy Bonvalot

Entraînement mental et éducation populaire

Dans la motion d'orientation, adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale de Peuple et Culture, le 6 juin 1998, Cécil Guitart déclarait : "Dès l'origine, Peuple et Culture a été conçu comme un lieu de promotion sociale et collective, et comme un espace de recherche sur les pratiques de formation des adultes", comme un espace aussi d'innovations pour promouvoir l'éducation populaire et permanente. Puis, la nécessité de l'autoformation s'est progressivement imposée. "Au moment où le monde évolue en mutation accélérée, au moment où le monde fabrique à la fois de la complexité et du cloisonnement, l'autoformation permet aux adultes de trouver eux-mêmes, au sein des entités sociales auxquelles ils appartiennent, le sens qu'ils donnent à leur vie".

dans l'histoire de Peuple et Culture, longtemps l'entraînement mental a occupé une place prépondérante dans la formation militante, technique et pédagogique, des animateurs du mouvement. Quand, dans les années 1980, Peuple et Culture a délibérément cessé de former à l'entraînement mental ses propres cadres, et, de façon plus générale, ceux de l'éducation populaire, certains animateurs de groupes régionaux ont continué, eux, à pratiquer quotidiennement l'entraînement mental et à y faire explicitement référence pour concevoir leurs actions et les mettre en œuvre.

Ainsi des formations dans Peuple et Culture et hors de Peuple et Culture ont été jugées dépassées par les uns, innovantes par les autres et déviantes par certains praticiens de la méthode, restés attachés à la pensée fondatrice.

Un art de questionner et de penser

Sous des formes diverses et plurielles, des pratiques de l'entraînement mental ont perduré ou même vu le jour malgré, il est vrai, des tentations dogmatiques, voire "excommunicatrices". Comme quoi, nous aussi, nous avons nos contradictions, et pas des moindres !

En dépit de ces dérives, nombreux sont ceux qui continuent de mettre en avant un entraînement mental, art de questionner et de penser, fondateur d'une pensée critique.

Aujourd'hui, ces pratiques bénéficient au sein de Peuple et Culture et de son réseau, et aussi en dehors, d'un regain d'intérêt. Sous l'impulsion de militants d'éducation populaire et de militants culturels, des initiatives, nombreuses et diverses, témoignent de l'actualité renouvelée de l'entraînement mental.

Depuis une dizaine d'années, quatre méthodes identifiantes de l'éducation populaire se sont renforcées dans les pratiques de Peuple et Culture : les histoires de vie, la pédagogie du projet, l'autoformation et l'entraînement mental. La commission "éducation et formation" de l'Union Peuple et Culture s'est donné comme objectif de mettre concrètement en évidence :

- l'actualisation en cours de l'entraînement mental et les formes que celle-ci prend ;
- la nécessité de se réinterroger sur les finalités de l'éducation populaire en relation avec une pratique quotidienne de l'entraînement mental ;
- la pertinence de l'utilisation, en tant qu'outil méthodologique, de l'entraînement mental pour conduire des recherches-actions et mettre

en œuvre des formations expérimentales avec des publics divers et dans des situations spécifiques.

Si l'éthique qui s'est construite au sein de Peuple et Culture et a perduré dans le prolongement des idéaux de la Résistance se vit, aujourd'hui encore, dans le mouvement, c'est "qu'une certaine rigueur méthodologique" a toujours dicté la façon d'appréhender les champs d'intervention, les modes de réflexion, les orientations et les principes d'action (Maurice Lefeuvre).

Le droit à la pensée critique

Mais on ne peut réduire l'entraînement mental à la seule rigueur méthodologique. Il développe aussi l'expression de la sensibilité et les capacités créatrices des personnes et des groupes. Il permet d'affirmer clairement le droit à la pensée critique, favorise chez les praticiens de la méthode leur capacité à prendre des décisions argumentées et développe chez eux une exigence éthique de rigueur et de probité intellectuelles. Plus qu'un outil et mieux qu'une méthode, la démarche de l'entraînement mental constitue un engagement parce qu'elle inspire une éthique et une philosophie de l'action démocratique s'enrichissant

des différences des acteurs.

Aujourd'hui comme hier, la pratique de l'entraînement mental est un levier possible pour transformer le milieu dans lequel on vit, en le décidant collectivement.

Dans le manifeste de Peuple et Culture de 1945, nous trouvons des réponses à des questions qui, dans les années 60, se posaient encore et qui, finalement, se posent toujours aujourd'hui.

"Ouvriers, syndicalistes, ingénieurs, officiers, sous-officiers, étudiants, instituteurs, professeurs, artistes, nous nous efforcerons de poser suivant les réalités de l'époque, les bases d'une véritable éducation du peuple et

des élites. La culture commune ne saurait être qu'une culture commune à tout un peuple. Elle n'est pas à distribuer. Il faut la vivre ensemble pour la créer.

La vraie culture naît de la vie et retourne à la vie... Elle conduit à un art de s'exprimer et à un art de vivre... Elle ne tend pas seulement à interpréter le monde mais à le transformer. La culture populaire a besoin d'un humanisme... L'éducation populaire doit avoir sa pédagogie".

Transformation de soi-même

Aujourd'hui comme hier, la culture populaire ...

Petite bibliographie sur l'entraînement mental

Fiches Peuple et Culture :

• L'entraînement mental appliqué à la conduite des réunions, 1961

• Entraînement mental et conduite de réunion, Jacques Barbichon, 1961

• Réflexions sur l'entraînement mental (méthode de formation), Joffre Dumazedier, 1963

• Qu'est-ce que l'entraînement mental, Jacques Barbichon, 1968

• Pratique de l'entraînement mental, Isabelle Lévy, Dominique Païni.

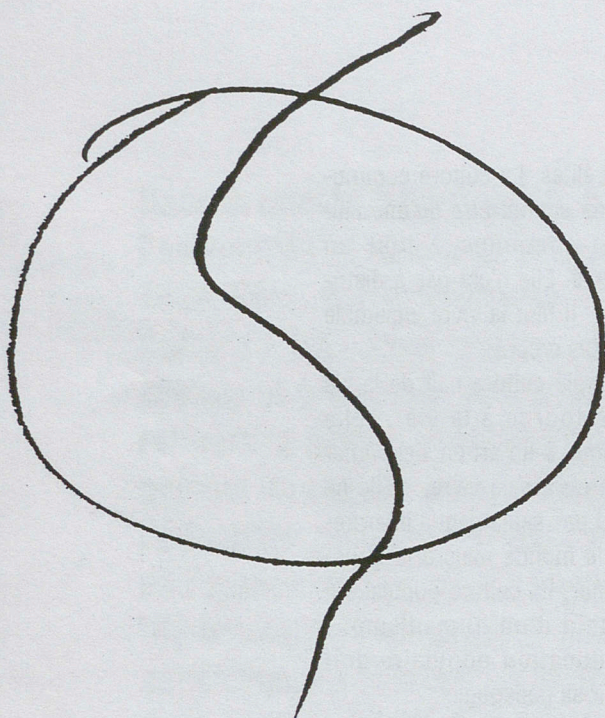
Ouvrages :

• L'entraînement mental, Jean-François Chosson, Seuil, 1975

• Pratiques de l'entraînement mental, Jean-François Chosson, A. Colin, 1991.

Autres documents :

"Cercles culturels : Entraînement mental", texte collectif préfacé par Joffre Dumazedier, rédigé par Jacques Barbichon avec la collaboration de Jean Ader, Charles Allo et Joseph Rovin, 1960.



... "appelle chacun à une transformation de soi-même". Je suis de ceux qui pensent et qui agissent pour que l'entraînement mental aide concrètement à cette transformation. Exercer notre esprit, individuellement et collectivement, à passer des faits aux causes, des causes aux théories et des théories à l'action, c'est faire de l'entraînement mental, c'est le pratiquer et c'est le vivre.

Dans les années 1970, Joffre Dumazedier soulignait qu'il était "de plus en plus difficile dans l'action culturelle et sociale de définir le contenu même des informations, des connaissances et des valeurs à partager par le moyen de la culture populaire..." ; et il ajoutait "la transition du stade

industriel au stade post-industriel remet en cause, en profondeur, toutes les bases de la culture populaire, de la promotion sociale, de l'éducation permanente".

Trente ans après, je souhaite, avec d'autres, un aggiornamento de l'éducation populaire. Impulser et non plus subir la transformation de la société et lutter contre les conformismes, les préjugés, les stéréotypes, l'ignorance, c'est le projet toujours actuel d'une éducation populaire dont la raison d'être est de contribuer à "rendre la raison populaire".

Echange des savoirs et culture partagée

Ce qu'apporte de spécifique l'entraînement mental dans ce combat, c'est le développement d'une pensée critique, anticipatrice et résolument inventive ; c'est, d'abord, l'importance primordiale de la dimension éthique ; c'est, ensuite, l'analyse des contradictions qu'elles soient extrinsèques ou intrinsèques ; c'est enfin, une perspective affirmée et mobilisatrice d'"échanges" non seulement des savoirs, mais encore, et surtout, d'une culture partagée.

Actualiser et promouvoir dans *Peuple et Culture*, et au-delà, l'entraînement mental, l'autoformation et la relation entre entraînement mental et autoformation ouvre, pensons-nous, des perspectives originales prometteuses.

Cette démarche de réhabilitation ou de réappropriation de

l'entraînement mental est notre volonté collective qui s'exprime dans la mise en œuvre de ce dossier de *La Lettre Peuple et Culture* qui ouvre le débat et en prépare d'autres.

Je pense, comme Guy Bonvalot, que "le développement de l'autoformation passe par un entraînement des agents sociaux à l'autoformation".

Découvrir une façon appropriée de mieux réfléchir ensemble, favoriser le développement des potentialités individuelles et des projets collectifs, créer des synergies entre les unes et les autres, l'entraînement mental y concourt. Dialectique et éthique sont indissociables.

Comment apprendre à apprendre, sans privilégier la démarche interrogative et faire de la question et du questionnement un outil indispensable à la connaissance et à l'appropriation des savoirs ?

Transformer le milieu dans lequel on vit et on agit, c'est changer sa vie en contribuant à changer la vie : c'est ainsi que l'entraînement mental suscite une démarche civique et facilite sa mise en œuvre.

Aujourd'hui, c'est cette démarche que la pratique de l'entraînement mental fait émerger, et que nous voulons mettre en avant. L'entraînement mental renvoie à une culture "art de s'exprimer et art de vivre" et favorise la conception, la gestation et la réalisation de projets individuels ou collectifs.

Jean Gondonneau ■